

## STRUCTURE SOCIALE DE L'INDUSTRIE TEXTILE PARISIENNE A LA FIN DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

par

ILONA SZ. JÓNÁS

Parmi les différentes branches industrielles des villes du moyen-âge, l'étude de l'industrie textile est celle qui s'appuie sur la littérature la plus importante. En effet, ce domaine a retenu l'attention de la recherche historique axée sur l'économie, la société et la technique, du fait que sa division du travail, d'une très grande envergure, reflète particulièrement bien l'évolution du progrès technique.<sup>1</sup>

Là où la base de l'économie des villes était constituée par l'industrie textile, par exemple dans certaines villes italiennes et en Flandre, les spécialités nées au cours du processus de production exigeaient, dans une mesure correspondant aux conditions techniques de l'époque, l'intervention des commerçants jouant le rôle d'intermédiaires entre les différents ateliers et organisant la production. Ce fait devait influencer, par le truchement des relations économiques, l'épanouissement de la structure sociale et politique, leurs rapports de force et leur développement. Bien que l'industrie textile n'ait pas été à Paris le secteur de production le plus important et que la spécialisation y soit restée très en retard sur celle des villes textiles des Flandres, on y trouve cependant des tendances semblables, que l'on peut observer en considérant tout autant la place tenue dans la hiérarchie sociale par les groupes en rapports avec l'industrie textile que l'expansion de la couche commerçante dans l'administration des villes — et cela même si le manque de développement de l'organisation municipale ne laissait que peu de possibilités à cette expansion.

Les ouvrages de G. Fagniez traitant de la structure de l'industrie et du commerce de Paris<sup>2</sup>, et plus récemment, l'analyse de la situation du travail à façon chez les artisans parisiens du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles réalisée par B. Geremek<sup>3</sup>, ont attiré l'attention sur une particularité de la structure industrielle de l'époque, à savoir que le progrès ne conduisit pas en l'occurrence à une spécialisation dans les ateliers, mais à une division des métiers. Ceci est particulièrement valable pour l'industrie textile, au sein de laquelle les registres d'impôts que nous avons examinés<sup>4</sup> distinguaient plus de 40 métiers.

Comme le démontrent les travaux consacrés à la question, la répartition de l'industrie textile dépendait avant tout des trois grandes phases du processus de production: la préparation des matières brutes, le tissage proprement dit et les différentes opérations de finissage.

#### *A. Préparation des matières brutes*

La matière brute la plus importante de l'industrie textile en Europe était la laine. Le drap devait être le matériau de base de l'habillement de toutes les couches sociales aux XIII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. La laine était ramenée par les marchands déjà nettoyée, et même souvent filée, de Normandie, de Picardie, de Champagne, du Berry, du Languedoc et du Roussillon, mais les laines irlandaises, écossaises et anglaises, considérées comme plus fines, parvenaient également jusqu'aux ateliers de Paris<sup>5</sup>. Les marchands de laine, qui figurent dans les registres de l'impôt sous le nom de «laniers», n'étaient pas réunis en jurande. Nous ne savons que par les règlements portant sur les tarifs de tonlieu pour l'importation et sur la vente, que les marchandises importées étaient stockées aux Halles, et mises en vente lors des foires et marchés du samedi.<sup>6</sup> Les lainiers ne figurent qu'en nombre relativement petit sur le rôle de l'impôt. On retrouve mention de 13 d'entre eux en 1292, de 17 en 1296 et en 1297, de 34 en 1300, et de 9 seulement en 1313. Ces marchands ne comptaient pas au nombre des bourgeois aisés, puisque leurs redevances n'atteignaient pas 9 sous en moyenne en 1297, et que l'on en trouve, sur 17 d'entre eux, 8 sur la liste des «gros» et 9 sur celle des «menuz». En 1313, la moyenne de leurs redevances était de 8 sous. Les registres de l'impôt témoignent donc du fait que les lainiers ne jouèrent pas un rôle important dans la direction de l'industrie textile parisienne de l'époque, et qu'une importante fraction des matières brutes importées provenaient de marchands «étrangers». Dès 1288, Philippe III devait interdire toute exportation de laine, et ces mesures furent rendues encore plus sévères par Philippe le Bel, par suite de ses démêlés avec les Anglais. Mais il accorda le 29 avril 1303 le monopole de l'exportation des laines aux «chevaliers» Bichet, Mouchet et Nicolas Guidi.<sup>7</sup>

La première phase de la préparation de la laine était son tri. On utilisait pour les bons tissus la laine «vive» ou laine vierge, c'est-à-dire celle qui provenait des tontes; la laine des animaux morts était considérée comme de mauvaise qualité. La laine retenue par les trieurs était disposée par les «batteurs» sur des claies ou des grillages, et battues à l'aide d'argons de bonne taille pourvus de boyaux. La laine brute ainsi traitée était ensuite longuement peignée avec des peignes de fer à longues dents. Le peignage était généralement l'affaire de femmes, qui posaient la laine à peigner sur leurs genoux protégés de grands tabliers de cuir. Le peignage permettait d'éliminer les petits noeuds et les fibres cassées qui avaient échappé au battage. Les déchets ainsi obtenus constituaient l'étope. Le cardage était un procédé plus rapide que le peignage, mais le va-et-vient mécanique des cardes brisait les fibres, et c'est pourquoi les fils plus



courts ainsi produits étaient utilisés pour la préparation des trames. Ce nettoyage à sec était ensuite complété d'un lavage de la laine, auquel on procédait alternativement dans de l'eau chaude et de l'eau froide. La laine blanche ainsi obtenue était ensuite graissée, afin qu'elle devienne souple et puisse être filée. Enfin, la laine arrivait aux mains des fileuses, qui la roulaient, au fuseau ou à la quenouille, en fils serrés et lisses appelés «retors» ou en fils plus lâches et pelucheux appelés «velus». Le fil était finalement déroulé du fuseau pour être mis en écheveaux d'un poids fixé par avance.

Les rôles de l'impôt que nous avons examinés font seulement mention ici et là, sporadiquement, des travailleurs qui préparaient la laine. Ceci s'explique par le fait que, la laine était amenée en ville en majeure partie déjà nettoyée et souvent déjà filée, mais l'on peut aussi supposer que ces ouvriers très mal payés ne disposaient pas de revenus que l'on pût imposer. On trouve mention dans les registres de 6 «arçonneurs» (batteurs de laine) pour 1292, de 4 pour 1297 et 1300, et d'un seul pour l'année 1313. Chacun de ceux-ci payaient un impôt minimal de 2 sous. C'est également le cas de la seule peigneuse de laine qui figure dans les registres de 1297 et de 1300.<sup>8</sup>

Les «chanvriers» et les «liniers» se chargeaient d'approvisionner les ateliers de Paris en deux autres importantes matières brutes: le chanvre et le lin. Le chanvre provenait de Flandre, de Picardie, de Bretagne, du Haut-Languedoc, d'Auvergne et du Dauphiné, d'où il était acheminé sur Paris par voie fluviale. Les tarifs de péage de Petit Pont mentionnent des marchands qui allaient vendre à Paris le chanvre et le lin qu'ils avaient eux-mêmes cultivé, et qui avaient le droit de franchir le pont sans payer de péage.<sup>9</sup> Les chanvriers étaient réunis en corporation et dans les statuts la vente de leur marchandise était sévèrement réglementée. Trois jurés de la corporation, les «leveurs», étaient chargés d'examiner le chanvre qu'ils recevaient et de vérifier qu'il était bien sec, puis la marchandise répartie en doses d'un poids prescrit, les «quarterons», passait par les mains des peseurs du roi pour être taxée. C'est seulement une fois ces opérations terminées que le commerçant avait le droit de la mettre en vente.<sup>10</sup> La vente se faisait en majeure partie aux Halles, la rue qui longeait le carreau des Halles était appelée «la Chanvrerie».<sup>11</sup>

Le lin était acheté à l'état brut aux Halles ou hors-ville. Le lin provenant de France était considéré comme la qualité la meilleure, et l'importation du lin d'Espagne et de Noyon était interdite.<sup>12</sup>

Les commerçants traitaient la matière brute avant de la vendre, afin de la rendre «propre à être filée». Le filasse de lin ou de chanvre était peignée sur des «sérans» par des «filassières» ou «séranceresses» ou «céran-ceresses». Les statuts de la corporation prescrivaient que la matière brute devait être préparée à Paris, parce que le peignage fait hors ville n'était pas assez bon.<sup>13</sup> Cependant, le rôle de l'impôt de 1292 ne porte mention que de 2 «céran-ceresses», et de 3 en 1297, ce qui vient encore à l'appui de notre thèse, selon laquelle le revenu de ces travailleurs n'était pas suffisant pour être soumis à l'impôt.

Bien qu'ils aient formé une corporation à part dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle (en 1328), les fileurs ne figurent eux aussi qu'en très petit nombre dans les relevés. Le nom de *filandrier* servait à désigner ceux qui s'occupaient de n'importe quelle matière brute, et les registres n'établissent pratiquement pas de distinction entre les fileurs de laine, de chanvre et de lin. On trouve cependant mention par deux fois en 1292, et une fois en 1300, «qui fil laine». La corporation des fileurs acceptait en son sein les femmes aussi bien que les hommes. Ce devait être là un métier qui rapportait fort peu, puisque 3 hommes et 7 femmes furent imposés en 1297. Par la suite, ils furent regroupés dans la catégorie des «menuz».

Nous savons que l'industrie textile utilisait également dès le XIII<sup>e</sup> siècle des fils de coton, bien que ce fût sans doute dans une mesure restreinte. Les travailleurs du coton ne constituaient pas un corps de métier, et le commerce du coton entraînait dans les attributions des «épiciers». On sait très peu du traitement du coton, à part qu'il était utilisé pour faire l'étoffe de toile appelée «futain» au XIV<sup>e</sup> siècle, et pour recouvrir des coussins, des matelas et des couvre-pieds. Mais il y avait plus tôt déjà des bonnetiers qui travaillaient le coton, et certains vêtements étaient doublés d'ouate.<sup>14</sup>

La soie fut utilisée dans une mesure bien plus grande par l'industrie textile, bien qu'elle ait vraiment été mise à la mode à partir du XIV<sup>e</sup> siècle. La vente de la soie était dévolue aux «merciers», qui n'avaient pas le droit de préparer eux-mêmes leur marchandise, mais à qui leurs statuts permettaient de la transformer et de l'embellir<sup>15</sup>. C'est ainsi qu'ils confiaient le travail de la soie aux fileuses, aux ouvriers et aux brodeurs, qui figurent alors en nombre plus important dans les relevés. Les fileuses de soie étaient réunies en deux corporations possédant des statuts différents: celle des fileuses qui travaillaient au petit fusain, et celle de celles qui travaillaient au grand fusain<sup>16</sup>. Les fileuses de soie sont mentionnées dans les textes de l'époque comme étant d'une moralité particulièrement douteuse. C'est ainsi que Jean de Garlande, en parlant de cette branche parisienne de l'industrie dans son «Dictionnarius», utilise l'expression suivante: «devacuatrices quae devacuunt fila serica»<sup>17</sup>. Il reproche aux fileuses de soie de ruiner leur santé par leur vie désordonnée, et le fait que les étudiants de Paris gaspillent leur argent avec elles<sup>18</sup>. Les commerçants craignaient de leur confier les marchandises précieuses, et la sévérité des mesures qui les concernent font réellement augurer de nombreux abus. Un règlement fut édicté en 1275, contre celles qui vendaient, mettaient en gage ou troquaient la soie qui leur était confiée. Le résultat ne dut pas être parfait, puisqu'en 1283, le prévôt lui-même fit comparaître toutes les fileuses de soie, et leur fit connaître un nouvel édit, aux termes duquel la vente, la mise en gage ou le troc de la soie entraînerait pour les coupables le bannissement de la ville. Si la bannie revenait à Paris, elle serait mise au pilori pour deux jours.<sup>19</sup> Tout ceci dénotait des revenus extrêmement bas des fileuses de soie, de leur pauvreté et de leur exploitation.



En 1292, les registres de l'impôt mentionnent 8 fileuses de soie, contre 21 en 1297, inscrites sous le nom de «filleresses de soie» ou de «file-soie». La majeure partie d'entre elles (12 exactement) sont inscrites dans la catégorie des «menuz», et 9 dans celle des «gros». Leur impôt était en moyenne de 8 sous.

On relève, à propos de la préparation des matières brutes, les travailleurs suivants, dans le rôle des impôts de 1297:

| <i>profession:</i>     | <i>nombre:</i> | <i>hommes:</i> | <i>femmes:</i> | <i>impôt moyen:</i> | <i>corporation:</i> |
|------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|---------------------|
| laniers .....          | 17             | 11             | 6              | 9 s.                | —                   |
| chanvriers .....       | 4              | 2              | 2              | 5 s.                | 1                   |
| liniers .....          | 22             | 13             | 9              | 7 s., 6 d.          | 1                   |
| pigneuses .....        | 3              | —              | 3              | 5 s.                | —                   |
| arçonneurs .....       | 4              | 4              | —              | 2 s.                | —                   |
| filandriers .....      | 10             | 3              | 7              | 5 s. 6 d.           | 1                   |
| fileuses de soie ..... | 21             | —              | 21             | 8 s.                | 2                   |

La proportion des femmes est donc plus élevée que celle des hommes. Ce fait est particulièrement frappant si l'on fait abstraction des commerçants. En effet, on trouve alors 31 ouvrières pour 7 ouvriers. Seul la filature peut être considérée comme un métier véritable, puisque les fileuses sont les seules, parmi les travailleurs concourant à la préparation des matières brutes, à avoir leur corporation. On peut également observer que l'impôt moyen levé sur les commerçants était relativement peu élevé, mais n'oublions cependant pas que la dénomination des professions n'est pas toujours exacte, et qu'il peut s'ensuivre des moyennes déformées.

\* \* \*

### *B. Le tissage*

Il existait déjà une communauté de drapiers à Paris à la fin du XII<sup>e</sup> siècle. En effet, un document de 1183 mentionne entre la «rue de la Juiverie» et la «rue de la Barillerie» 24 maisons dans une petite rue, qui étaient louées par les drapiers (pannarii). Cette rue était déjà appelée «Viez Draperie» en 1292, et y sont enregistrés les plus riches drapiers en 1297 et en 1313.<sup>20</sup> En 1219, un autre document mentionne la confrérie des drapiers (mercatores confratres de draperia)<sup>21</sup>. Nous ne connaissons les statuts des drapiers que par le Livre des Métiers publié en 1268 par le prévôt Etienne Boileau, qui nomme les drapiers «toisserans de lange».<sup>22</sup> Ceux-ci devaient acheter au roi le droit d'établissement, mais les fils et les neveux du maître en étaient dispensés. Un maître n'avait pas le droit d'entretenir en sa maison plus de trois apprentis à la fois, mais il pouvait prendre avec lui ses enfants, ses frères et soeurs et ses neveux tant qu'ils n'étaient pas mariés. Ils peuvent d'avoir 3 métiers dans l'atelier de leur père ou oncle.<sup>23</sup> La corporation était dirigée par le «maître des tisserans»,

qui était aidé dans son travail par 4 jurés. L'un des articles des statuts stipule que si un apprenti était blessé par un maître, il pouvait avoir recours, soit par un ami, soit directement, au Maître des Tisserands. Si sa plainte était reconnue fondée, le maître se voyait notifier de traiter comme il se devait son apprenti, et si celui-ci n'avait pas satisfaction dans les 15 jours suivants, il était placé par le Maître des Tisserands auprès d'un autre maître. Les statuts permettaient aux «ouvriers» de faire recours, mais veillaient strictement à leur «bonne conduite».<sup>24</sup>

A l'origine, tous les drapiers vendaient des tissus qu'ils avaient fabriqués eux-mêmes, mais par la suite, le commerce les éloigna progressivement de leur activité industrielle. Les plus riches d'entre eux s'occupaient uniquement de la vente, et le tissage était l'affaire de «petits maîtres».<sup>25</sup> Le 23 avril 1309, les statuts de la corporation furent renouvelés, sans qu'il y fût apporté beaucoup de changements. Par contre, les règles portant sur la confrérie, beaucoup plus étendue qu'auparavant, nous instruisent sur sa richesse.

Les registres de l'impôt que nous avons examinés distinguent les marchands des tisserands. Le terme de drapiers semble n'y être appliqué qu'aux premiers, tandis que les seconds sont appelés «tisserans». Les relevés mentionnent pour 1292 20 drapiers, 85 pour 1297, 72 pour 1300, et 65 pour 1313. On trouve parmi eux des «vallets», qui n'avaient pas d'atelier en propre. En 1313, on voit exceptionnellement mention du commerce en gros (drapier en gros)<sup>26</sup>. C'est également le développement du commerce qui est à l'origine de l'apparition des courtiers. Les statuts de 1309 en mentionnent 12. Les courtiers devaient verser en gage pour la marchandise qui leur était confiée une caution de 20 marcs d'argent. Les registres de l'impôt que nous avons eu en main ne mentionnent qu'un agent drapier pour 1297, et un autre pour 1313<sup>27</sup>.

Faute de définition plus précise, l'appellation de tisserand est très fréquemment employée dans ces relevés. On trouve mention de 82 d'entre eux en 1292, de 360 en 1300, de 54 en 1313, et de 237 en 1297, et mention de «tisserands de laine» en 1292 (au nombre de 4) et en 1297 (au nombre de 5). 11 tisserands de toile (tisserand de teiles, tisserand de toiles, ou de linge) y figurent pour 1292, 6 pour 1297, et 9 pour 1300.

La corporation des tisserands de toile remonte également au règne de Philippe Auguste, et l'on trouve dans les statuts de 1281 l'expression «depuis le bon roi Philippe»<sup>28</sup>. Les tisserands de toile avaient une mesure à part, avec laquelle ils définissaient la largeur légale des toiles. Les statuts prescrivaient qu'aucun tisserand n'avait le droit d'avoir deux ateliers si ceux-ci n'étaient pas contigus. Le fil était apporté par celui qui avait passé commande et était strictement pesé, afin que le tissu soit de même poids que le fil, moins le poids des déchets, inévitables en cours de travail. Si le tisserand abimait le fil qui lui avait été confié, il était exclu de la corporation tant qu'il n'avait pas payé une amende de 10 sous. La corporation, tout comme dans le cas des drapiers, veillait jalousement à la moralité de ses ouvriers. Les statuts stipulaient que ceux-ci n'avaient pas le droit d'amener à l'atelier, pour les aider dans leur travail,



d'autre femme que leur épouse légitime<sup>29</sup>. Ces mesures n'étaient évidemment pas seulement prises pour conserver la moralité, mais aussi pour maintenir les ouvriers dans la dépendance des maîtres. Par ailleurs, le fait que la femme de l'ouvrier était autorisée à l'aider dans son travail laisse supposer que les compagnons mariés, et ne logeant donc pas chez le maître, ne travaillaient pas à la journée, mais étaient payés en fonction de leur rendement.

Selon les indications fournies par les registres de l'impôt, les tisserands habitaient pour la plupart la «Viez rue du Temple», la «rue de roy Sezile», la «rue des Escoufle», la «rue des Blans Mantiaus», la «rue Bourc-Tibaut», la «rue de Joi», la «rue Nonnains d'Ierre» et la «rue Ferriau d'Estampes» et le quartier. On y relevait 158 tisserands en 1297. On trouve relativement peu de femmes parmi les tisserands mentionnés. Il est en effet mentionné 19 «tisserandes» et 7 femmes exerçant ce métier par leur droit de veuvage.

Par contre, le tissage de la soie était un métier exclusivement féminin. Jean de Garland, dans son ouvrage déjà mentionné, parle de «textrices, quae texunt serica texta»<sup>30</sup>. Elles devaient tisser avec la soie et des fils d'or des ceintures, des rubans, de la passementerie, etc., mais leurs statuts nous apprennent très peu sur leurs activités. Le Livre des Métiers mentionne à part les tisserands qui fabriquaient des tissus d'or et de soie. Ces tissus étaient des velours de soie tissés de fils d'or, qui servaient à la fabrication des aumônières. Pour ouvrir un atelier, il suffisait que le demandeur connaisse le métier, ce qui était vérifié par quatre jurés de la corporation. Le candidat payait pour cet examen 10 sols, «pour leur peine». La veuve avait le droit de continuer le métier de son mari si elle le connaissait (savoir faire de sa main). Le travail de nuit était interdit, sauf si le tisserand travaillait pour le roi ou pour ses enfants.<sup>31</sup> En 1297, 17 «ouvrières de soie», deux passementières, deux fabricantes de rubans et 3 ouvrières figurent sur les listes de l'impôt, de même que deux tisserands de velours.<sup>32</sup> En 1300, on relevait 38 «ouvrières de soie», et 5 tisserands de soie: une femme et quatre hommes.

Le travail des «tapiciers» était proche de celui des tisserands. Le Livre des Métiers distingue trois sortes de tapissiers, réunis au sein de deux corporations. Les fabricants de tapis orientaux («tapicier sarrazinois») faisaient des tapis épais et laineux. Leurs statuts les obligeaient à travailler uniquement la laine, et à réserver le lin et le chanvre aux bordures et au canevas. Le travail de nuit était interdit. Le travail des tapissiers était considéré comme très pénible («trop greveux»), et était en conséquence interdit aux femmes<sup>33</sup>. Les «tapiciers de haute lisse» travaillaient en très petit nombre. En 1303, lorsqu'ils furent réunis aux tapissiers «orientaux», ils n'étaient que six en tout. Le troisième groupe était désigné sous l'appellation de «tapiciers nostres», ou «neutres»<sup>34</sup>. Ils fabriquaient vraisemblablement des tissus à poils courts, de genre peluche.

Les registres de l'impôt ne faisaient pas de différence entre les différents tapissiers, ce qui ne nous permet pas de nous livrer à une classifi-

cation. Tout au moins peut on avancer que les femmes ne devaient pas faire partie de la catégorie des fabricants de tapis orientaux. On trouve 3 «tapicières» dans le registre de 1297. Cette année-là, un total de 25 tapiciers avaient été imposés, contre 24 en 1292 et 1313, et 29 en 1300. D'après l'importance des redevances, on peut conclure que les fabricants de tapis orientaux devaient être les représentants les plus importants de la profession. Leurs statuts amènent à la même conclusion. L'impôt payé en moyenne en 1297 par les fabricants de tapisseries était de 23 sous. 68% des tapissiers ainsi imposés figurent sur la liste des «gros» payeurs, et payaient 97% du total de leurs impôts. Les plus grosses redevances, celles de Pierre Reclose et de son fils Etienne, atteignaient 6 et 4 livres.<sup>35</sup> En 1313, l'impôt payé par Estienne Reclose était de 7 livres et 10 sous.<sup>36</sup> On trouve mention en 1319 d'un juré du nom de Guillaume Reclose de la corporation des «tapiciers sarrazinois»<sup>37</sup>. En 1297, les Reclosex étaient suivis, par ordre d'importance des redevances, de Jehan Petit et d'Estienne Hermer, qui se virent réclamer chacun 58 sous.<sup>38</sup> En 1313, Jehan Petit payait, avec une redevance de 10 livres et 10 sous, l'impôt le plus lourd parmi les fabricants de tapisseries.<sup>39</sup> A partir du XIII<sup>e</sup> siècle, l'utilisation des tapisseries tissées prit un grand essor, pour l'ornementation de l'intérieur des églises et des murs des palais. Paris devint à partir du milieu du siècle un important centre de tapisserie, qui rivalisa longtemps dans ce domaine avec Arras et Bruxelles. Au point XVI des statuts, les maîtres se plaignent de ce que Jehan de Champieus, le Maître des tisserands les ait contraints illégalement à assurer le service de garde depuis trois ans, alors qu'ils en sont exempt, «car leur mestier n'appartient que aus yglises et aus gentis homes et aus hauz homes, comme au Roy et a contes»<sup>40</sup>. On trouve dans les comptes du Trésor des fêtes du couronnement du 9 janvier 1317, mention de 32 livres 8 sous à «Jehannot le tapicier» pour 5 tapisseries, 30 livres 12 sous à «Denise la tapicier» pour 3 tapis aux armes de la France une tapisserie verte parsemée d'armes, plus 38 livres 8 sous pour 8 «tappiz vermeus».<sup>41</sup> Une facture datant de 1314, la dernière année du règne de Philippe le Bel, témoigne du paiement de 4 livres 5 sous au tapissier parisien «Jaques Colongien», pour une tapisserie destinée au Parlement<sup>42</sup>. En 1313, un nommé Jaques de Colengien, ne faisant probablement qu'un avec le précédent, et demeurant dans la Grand' rue qui faisait partie de la pariosse de Sainte-Huitace, était imposé pour une somme de 60 sous.<sup>43</sup>

Les cordiers, qui utilisaient en réalité toutes sortes de fibres végétales et animales, formaient l'un des groupes des travailleurs de l'industrie textile. Leurs statuts les définissent comme «faisierres de cordes de toutes manières de fil de teill et de poil».<sup>44</sup> On en trouve 27 imposés en 1292, 17 en 1297, dont 3 femmes et 1 «vallet». Ils étaient 13 en 1300 et 14 en 1313, et payaient en 1297 un impôt moyen de 23 sous, et donc relativement élevé. Le moitié des imposés environ, figurent sur la liste des «gros», et la moitié sur celle des «menuz». Dans le même temps, 47% des «gros» payaient 93% du total des impôts. Les plus lourds impôts étaient payés par Thomas et son frère Raoul : 14 livre à eux deux.<sup>45</sup> L'impôt des autres



était beaucoup plus modeste, et allait de 6 à 18 sous pour les «gros», et de 2 à 5 sous pour les «menuz».

Si l'on compare les impôts auxquels étaient soumis les tisserands et les préparateurs de matières brutes, on constate que les premiers formaient un groupe plus important, et par le nombre, et par l'importance des redevances, dans l'ensemble de la population de la ville.

| profession:                | nombre: | gros: | menuz: | impôt-moyen | nombre de femme |
|----------------------------|---------|-------|--------|-------------|-----------------|
| tisserands: 226 .....      |         |       |        |             |                 |
| t. de linge: 4 .....       |         |       |        |             |                 |
| t. de toile: 2 .....       | 237     | 133   | 104    | 14 s.       | 19              |
| qui fait tissuz: 4 .....   |         |       |        |             |                 |
| tiretainer: 1 .....        |         |       |        |             |                 |
| tapiciers .....            | 25      | 17    | 8      | 23 s.       | 3               |
| ouvières de soie: 20 ..... |         |       |        |             |                 |
| qui fait laz: 4 .....      | 28      | 9     | 19     | 10 s.       | 26              |
| qui fait velviau: 2 .....  |         |       |        |             |                 |
| aumosnières: 2 .....       |         |       |        |             |                 |
| cordiers .....             | 17      | 8     | 9      | 22 s.       | 3               |

Bien que les moyennes ne traduisent pas la richesse véritable de cette branche de l'industrie en raison de l'imprécision des chiffres, nous pouvons conclure que la couche représentée ici jouissait de revenus moyens. Considérons par exemple de plus près le groupe le plus important du point de vue nombre, à savoir des tisserands. La redevance moyenne des 133 «gros» était de 23 sous. Mais on constate dans ce cas aussi un éparpillement assez important. Ceux qui approchent de la moyenne (20-24 sous) représentent 16% du total. Ceux qui sont au-dessous de la moyenne (de 6 à 18 sous) représentent 59%, et ceux qui sont au-dessus 25%.) L'impôt de ceux qui allait de 30 sous à 6 livres.) Les maîtres imposés des sommes plus élevées Tybaut de Dammart, demeurant rue de la Bretonnerie, payait 4 livre 5 sous, Richart du Figuier, demeurant rue de Joi, et Robert Katel, habitant la rue Bourc-Tibaut, payaient 6 livres chacun.<sup>46</sup> On trouve souvent, en consultant les relevés des impôts, mention d'impôts payés conjointement par le maître et son fils, par exemple «Jehan de Tour et Michel son fuiz», «Thomas le clerc, tisserant et son fuiz»<sup>47</sup> Parfois ils payent séparément, mais figurent immédiatement à la suite l'un de l'autre sur les listes: rue Viez du Temple, «La fame Robert de Champiaus 28 s, Henri son fuiz 20 s.», «Hebert le Flamenc 70 s., Raoulet et Jehannot le Flamenc 18 s.»<sup>48</sup>; rue Coquerée, Ernaoul le Rat 70 s, Jaques son fuiz 70 s.<sup>49</sup> La famille Chalo était une importante famille de tisserande de la rue Viez du Temple: Pierre de Chalo, Estienne de Chalo, Jehan de Chalo «et son gendre Guillaume de Rossy y sont enregistrés.»<sup>50</sup> On retrouve

a quatre reprises le nom de famille de Flamenc, indiquant l'origine flamande, et 11 fois celui de «Breton».

Ces familles étaient parmi les plus aisées. On retrouve leur nom parmi ceux des maîtres des tisserands, qui dirigeaient la corporation, et parmi ceux de leurs jurés. Dans le Livre des Métiers, on indiqua pendant plusieurs années le nom des maîtres et des jurés à la suite des règlements de la corporation<sup>51</sup>. Le maître des tisserands était en 1284 Nicolas Acelin, dont les impôts se montaient en 1297, à la rue Bourc-Tibaut, à 12 sous.<sup>52</sup> en 1295, 1309 et 1313, c'est Jehan de Moustier qui remplit ces fonctions. En 1296, Guillaume Moustier paye 36 sous, et Jehan du Moustier 28 à la Bretonnerie<sup>53</sup>. (On retrouve la famille au même endroit en 1313. Guillaume paye alors 60 sous, et Jehan 48<sup>54</sup>.) En 1317, le titre de maître revient à Jehan d'Anjou, qui était juré en 1309 et en 1313. En 1324, le juré des tisserands de la rue des Rosiers était Henri d'Anjou. Les listes de 1297 mentionnent dans cette rue Yvon d'Anjou et Jehan d'Anjou (28 sous chacun), et le fils de ce dernier, Pierre (10 sous)<sup>55</sup>. En 1318 et 1324, c'est Guiart de Moncy qui devient le maître, après avoir été juré en 1317. On le retrouve en 1297 sur le registre de la rue roy Sezile, sur la liste des «menuz», avec un impôt de 2 sous, qui sera en 1313 de 72 sous.<sup>56</sup> Pour ces années, on trouve parmi les jurés Errol le Rat, Richart des Poulies, Robert de Conseigni, Gasse le Flamenc, Jehan Dammart, Jehan d'Orli, Henri Quarre, Michel le Sage, Conrat Avant, Pierre Valès, Jean de May, et Guillaume Druies. Tous étaient des tisserands aisés, comme le montrent leurs redevances. Ces maîtres s'efforçaient, pour eux et pour leur famille, de conserver leurs fonctions de dirigeants de la corporation. Précisément en raison de ses effectifs considérables, la corporation des tisserands devait être importante dans la ville, et ses membres s'efforçaient d'augmenter leurs avantages, fût-ce au détriment des métiers apparentés au leur. C'est ce qui se passa lors de leur querelle avec les teinturiers au sujet de la teinture du drap.<sup>57</sup>

### *C. La finition*

Après que les ouvriers l'aient débarrassé des noeuds et des échardes provenant des lices et des peignes, le tissu fini était soumis à un nouveau nettoyage. Ce travail était celui d'artisans autres que les tisserands, mais leur dépendance mutuelle était à la source de conflits constants entre les deux corporations quant à la délimitation des travaux à effectuer.

Le foulage se faisait dans d'immenses bassins au fond desquels était placée une matière grasse, la terre à foulon, et que l'on remplissait d'eau chaude pour fouler aux pieds le tissu des heures durant. Ce travail extraordinairement pénible est décrit par Jean de Garlande<sup>58</sup>, qui rapporte que les ouvriers piétinaient nus et haletants le drap dans l'eau chaude mêlée de terre à foulon. Le tissu était ensuite retiré du liquide et tendu entre deux cylindres de bois, et battus par des ouvriers armés de grands chardons. Ces batteurs, appelés pareurs, ne constituaient pas une corporation à part, et faisaient partie, comme les autres ouvriers travaillant à



finir le tissu, de celle des foulons. Les tissus sortis des bassins de foulage séchaient ensuite plusieurs jours au grand air, et étaient dans ce but fixés sur d'immenses cadres de bois appelés «poulies». Tandis que le foulage se faisait dans des ateliers fermés ou dans des cours intérieurs, le séchage se faisait en plein air sur ces poulies qui devaient donner leur nom à la «rue des Poulies». <sup>59</sup>

Les dernières retouches au drap sec étaient l'affaire, demandant beaucoup d'adresse, des «tondeurs». Dans les premiers temps, ceux-ci faisaient également partie de la corporation des foulons, mais ils se réunirent au XIV<sup>e</sup> siècle en corporation autonome, celle des «tondeurs de drap à table sèche». Seuls avaient le droit d'ouvrir un atelier ceux dont les connaissances spécialisées avaient fait l'objet d'un examen de la part des jurés de la corporation. Ils devaient en outre déposer entre les mains du prévôt une caution dont le montant pouvait aller jusqu'à 6 marcs, en contrepartie des draps qui leur étaient confiés. <sup>60</sup>

Les foulons avaient déjà des statuts en 1257. La corporation était dirigée par 4 jurés, dont deux étaient élus par les maîtres, et 2 par les ouvriers. Le nombre des ouvriers n'était pas limité, mais le règlement précisait qu'ils ne pouvaient mener une vie dissipée, ni être voleurs, assassins ou bannis de la cité, et qu'ils devaient disposer de vêtements d'une valeur minimum de 12 deniers. <sup>61</sup> Les foulons logeaient près des tisserands. Leur quartier était celui de la Mortellerie, de la rue aux Nonnains d'Ierre, de la rue de Joy, de la rue de Figuier, de la Bretonnerie et de la rue de Percie. En 1297, sur 60 foulons, 21 faisaient partie des «gros», et 39 des «menuz». Leur impôt était en moyenne de 8 sous, 35% des «gros» payaient 76% de l'impôt de l'ensemble des foulons. Seuls trois maîtres payaient des sommes plus élevées: Richart de Bregi (36 sous), Richart de Saint-Loo (62 sous) et Guillaume le Normant (48 sous). Tous trois payaient leurs impôts à la Mortellerie, qui était le centre des foulons. On trouve mention de 26 maîtres au total dans les registres de ce quartier. <sup>62</sup>

D'après les statuts, les foulons élaient deux fois par an de nouveaux jurés, qu'ils proposaient par-devant le prévôt: les maîtres proposaient les compagnons, et vice-versa. Nous connaissons partiellement le nom de ces jurés grâce au Livre des Métiers, mais les rôles de l'impôt ne nous permettent pas d'identifier chacun d'entre eux. Certains jurés, qui faisaient partie des maîtres les plus asiés, représentèrent les maîtres plusieurs années durant. C'est ainsi que Guillaume le Petit Normant fut élu en 1299 et 1307, Guillaume du Loré en 1299 et 1310, Pierre Carrue en 1302 et 1305, et Jehan Buloe en 1313, 1315 et 1317 <sup>63</sup>. On est en droit de supposer dans certains cas que le fils du maître était élu parmi les compagnons. Par exemple, on relève comme représentant des maîtres un nommé Pierre Frambouc en 1299, et en 1303 un Michel Frambouc comme élu des compagnons.

Le fait que les jurés étaient également choisis parmi les compagnons découle probablement du grand nombre où étaient ceux-ci, et est sans doute lié aux conflits qui opposaient maîtres et compagnons. La sévérité

des mesures réglementant la morale des ouvriers et leurs heures de travail dans les statuts témoignent également de ces conflits. Une clause des statuts portant sur les heures de travail est particulièrement intéressante. Elle stipule en effet que les ouvriers qui se sont absentés pendant l'heure du déjeuner doivent regagner l'atelier le plus tôt possible, mais *pas en groupe*<sup>64</sup>. Dans son livre sur le travail à façon à Paris, B. Geremek aborde sous les angles les plus variés les conflits qui opposaient maîtres et ouvriers.<sup>65</sup> C'est ainsi qu'il souligne que l'engagement des ouvriers devait se faire en un lieu déterminé, ce qui permettait entre autres de fixer le salaire de manière plus unitaire. Les foulons qui voulaient s'engager pour toute l'année devaient se réunir rue d'Aigle, à côté de la porte de Baudoyer. Les ouvriers qui cherchaient du travail à la journée attendaient les offres des maîtres dans la «maison de la Convers», à côté de l'église Saint-Gervais<sup>66</sup>.

Les compagnons ou ouvriers («vallets»), n'étaient que rarement mentionnés dans les livres, et ceux qui le sont parmi les «menuz» le sont le plus souvent conjointement au maître. Comme dans le cas des foulons, on constate que la proportion des tondeurs «menuz» est beaucoup plus importante que celle des «gros». Sur 27 tondeurs, on n'en trouve que 9 sur la liste des gros, contre 18 sur celle des menuz. Si nous comparons les tondeurs imposés en 1297 et en 1313, nous voyons que, bien que les noms soient presque identiques, les redevances et les proportions sont plus élevées en 1313, où il est fait mention de 14 «gros» sur 26 tondeurs. La moyenne de leurs impôts, qui était en 1297 de 6 sous, atteint 8,5 sous en 1313. En 1297, l'un des plus lourdement imposés, Yvon le tondeur, avait payé 18 sous; il en payera 60 en 1313, sous le nom d'Yvon tondeur de dras.<sup>67</sup>

De même, la majorité des batteurs de laine imposés, dont le travail succède au foulage, se rangent parmi les «menuz», et leur impôt moyen varie entre 3,5 et 4 sous. 5 laineurs (laneurs), 6 batteurs (pareurs) et 4 calandriers (kalendriers) figurent sur les registres. Ces derniers passaient pour des gens aisés, et payaient les impôts, 13 sous en moyenne. Le relevé mentionne également 7 sècheurs (emploieurs).

Le tissu, à présent terminé, est prêt à être livré au marchand ou au teinturier. Nous connaissons les statuts des teinturiers grâce au document de 1268.<sup>68</sup> Il leur fallait pour pouvoir ouvrir un atelier connaître le métier et disposer d'un capital suffisant, et ils n'avaient pas à payer de somme spéciale pour exercer leur métier. Le nombre des apprentis et les conditions de travail étaient laissés à la discrétion des maîtres, mais la durée de l'apprentissage fut fixée en 1287, époque à laquelle le nombre des maîtres avait beaucoup augmenté, à 5 années d'étude pour tous les ateliers. Le travail de nuit était permis depuis le début. L'administration de la corporation était confiée à deux jurés, qui se prononçaient sur la qualité de la teinture. En cas de plainte concernant le travail d'un maître, les jurés examinaient l'objet de la plainte, et si le plaignant voyait sa plainte reconnue, le maître était mis à l'amende pour une somme de deux sous; dans le cas contraire, c'était le plaignant qui payait les deux sous. La cor-



poration regroupait les teinturiers de tissus et les teinturiers de toile. Les fabricants de feutres et les bonnetiers teignaient eux-mêmes leurs tissus, ce qui avait l'accord de la corporation des teinturiers, qui faisait par contre grand grief à la corporation des drapiers de leur droit à la teinture<sup>69</sup>. Les matériaux colorants les plus utilisés étaient la garance pour le rouge, et la guède, ou pastel, pour le bleu. Cette dernière plante était surtout cultivée en Picardie et en Ile-de-France. Lors de l'achat des marchandises nécessaires à leur métier, les teinturiers étaient dispensés du paiement des droits de péage. Les toiles étaient teintées en jaune et en crème avec du safran<sup>70</sup>. La teinture de la soie était aussi l'attribution des merciers, mais on trouve pourtant dans les registres de l'impôt mention de trois «tainturiers de soie» en 1300, et d'un en 1313.<sup>71</sup> Ce peut être là un signe de l'essor que prenait alors le métier de teinturier à Paris et la corporation des teinturiers, essor qui devait se poursuivre et s'intensifier à partir du XIV<sup>e</sup> siècle. Nous savons que les draps fins des Flandres étaient achetés non teints, pour que les maîtres teinturiers de Paris puissent les teindre eux-mêmes.<sup>72</sup> On observe également à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle une augmentation numérique des teinturiers: 17 teinturiers furent imposés en 1292, 27 en 1297, 35 en 1300 et 22 en 1313. D'après le témoignage des relevés d'impôts, on voit que la plupart d'entre eux habitaient la Mortellerie et la rue Frogier l'Asnier. En 1297, le teinturier le plus lourdement imposé fut Jehan Bochet, qui paya 42 sous. En 1313 Jehan Bouchet «maistre tainturier» était redevable de 30 livres.<sup>73</sup> On constate un phénomène semblable dans le cas d'autres maîtres teinturiers. Pierre Fontenay, qui habitait la rue Frogier l'Asnier, payait 36 sous en 1297. En 1313, Pierre de Fontenay paya 7 livres 10 sous, Gile fame feu Gervaise de Fontenay 22 livres 10 sous, et Pierre de Fontenay, «vallet tainturier» 9 sous.<sup>74</sup> On trouve mention en 1297 de «Jehan Paridan tainturier et son frere», qui payèrent à eux deux 14 sous d'impôt. En 1313, Girard Paridan, «tainturier d'escarlade», était redevable de 7 livre, 10 sous.<sup>75</sup> En 1297 Fouquet le Champenois et son frère payèrent 30 sous, en 1313 Lorenz de Champenois et Eude son fils payaient 6 livres 3 sous.<sup>76</sup> Ces grandes différences dans les redevances ne peut s'expliquer que par le fait, que les méthodes utilisées par certains ateliers au début du XIV<sup>e</sup> permirent d'obtenir des résultats tellement remarquables qu'ils atteignirent alors enfin par l'excellence de leur travail ce qu'ils n'avaient pu obtenir tout au long du XIII<sup>e</sup> siècle par la voie «légale», c'est-à-dire par la monopolisation du droit de teindre.

#### D. *L'utilisation du tissu*

Du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècles, l'habillement masculin et féminin étaient très proches, ce qui explique que les tailleurs aient pu travailler pour les deux sexes. Dans les textes de l'époque, le mot «robe» servait à désigner l'ensemble des vêtements, qui comportait plusieurs pièces: la cotte ou surcote, le mantel et le chaperon. Le métier de leurs fabricants était très estimé, car il demandait une grande habileté. Les maîtres pouvaient avoir autant d'élèves qu'ils le désiraient, et engager des aides. Générale-

ment, le client apportait son tissu. En cas de travail mal fait, le tailleur devait payer 5 sous d'amende, dont trois allaient au roi, et deux aux jurés. Cette dernière somme était consacrée au soutien des pauvres de la corporation. Les règlements autorisaient le travail de nuit. Les tailleurs étaient dispensés de la garde, du fait qu'ils travaillaient pour la noblesse<sup>77</sup>. En 1292, 15 «tailleurs de robes» figuraient sur les registres de l'impôt, mais nous savons qu'en 1293 lors de la rénovation des statuts de leur corporation, 75 maîtres travaillaient à Paris. On trouve mention de 34 imposés désignés comme tailleurs de robes en 1297, 88 en 1300, et 27 en 1313, mais 131 «tailleurs» figurent également sur les listes en 1292, 123 en 1297, et 160 en 1300. Si nous additionnons «tailleurs» et «tailleurs de robes» nous constatons que le nombre des tailleurs était particulièrement élevé au XIII<sup>e</sup> siècle. Sur les 157 tailleurs imposés en 1297, 55 étaient portés sur la liste des «gros», et 102 sur celle des «menuz», autrement dit 66% d'entre eux payaient des redevances peu élevées. L'impôt n'était pas très important; la moyenne était de 7,4 sous, mais cette moyenne est largement dépassée par certains tailleurs, et plus précisément par ceux qui étaient attachés au service de la maison royal. C'est que l'on trouve mention de Pierre de Bourges, «tailleur au conte d'Artois 36 sous», «Guillaume de Roën, tailleur à la comtesse de Walois 58 sous», ou «Guillaume Roussel, tailleur à monseigneur Charles, 6 livres».<sup>78</sup> On sait que le roi et les princes entretenaient dans leurs palais des tailleurs, que l'on nommait également «valets de chambre», et la travail dépassait en conséquence la confection des vêtements pour s'augmenter de services personnels. Ceux-là jouissaient au sein de la corporation d'une position particulière.<sup>79</sup>

Les «chauciers» confectionnaient les chausses en toile en soie, en feutre, en drap. Les fils de maître n'avaient rien à payer les autres devaient verser 20 sous, pour s'établir. L'article X. des status énumérait 32 noms d'ouvriers qui avec l'assentiment des 45 maîtres avaient autorisé par le prévôt à devenir maîtres «sans acheter le, ne rien paier por ce que il ont esté grant tens ou mestier . . . et por ce que li plusieurs d'aus ont esté aucun foiz mestres et sont divenuz vallez par povreté ou par leur volenté».<sup>80</sup> Dans le rôle de l'impôt en 1297 on relève 54 «chauciers» parmi ces quels en majeure partie les noms des maîtres cités par les statuts.

Les chapeliers et les bonnetiers sont eux aussi désignés sous des noms divers. C'est ainsi qu'on appelait «chapeliers de coton» les fabricants de bonnets de coton et de laine et d'autres articles tricotés<sup>81</sup>, «aumusiers» les fabricants de bonnets de fourrure pointus du type cagoule, et «coiffiers» ceux qui fabriquaient les coiffes des femmes. Le terme de «chaperonnier» s'appliquait aux bonnets à traîne portés par les hommes et les femmes. Comme leur nom l'indique, les «chapeliers de feutre» faisaient des chapeaux de feutre.<sup>82</sup> Les chapeaux étaient ornés de plumes, de bijoux, de roses de passementerie, etc., comme nous le dit le «Dit du mercier»: «J'ai laz à chapeau de feutre».<sup>83</sup>

Les «chapeliers de fleurs» étaient de véritables jardiniers. Les ouvrages littéraires témoignent du fait que l'on portait, selon la saison, des couron-



nes de fleurs ou de feuillage. On peut par exemple lire dans le Roman de la Rose de Guillaume de Lorris le passage suivant:

«Chapel de fleurs qui petit couste  
ou de Roses à Penthecouste  
Ice puet bien chascun avoir  
Qu'il ne convient pas grand avoir»<sup>84</sup>

Les «chapeliers de paon» dépendaient aussi peu de l'industrie textile que de l'art des fabricants de couronnes de fleurs. Ils exécutaient quant à eux des chapeaux avec des plumes de paon, que ne portaient que des membres de la haute société et des ecclésiastiques.<sup>85</sup>

La plupart des coiffes pour femmes étaient faites par les «chapeliers de soie», qui étaient toutes des femmes, ce qui était d'ailleurs le cas dans la plupart des métiers de l'industrie de la soie<sup>86</sup>.

Les «crespiniers» fabriquaient des coiffes de soie pour dames; les «crépines» étaient des voiles de soie portées comme couvre-chef.<sup>87</sup> La mode en fut lancée au XIII<sup>e</sup> siècle; et se perpétua jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle.

Il y avait enfin les «chapeliers d'orfrois». Nous connaissons leur corporation par le texte de 1268. Ces chapeliers fabriquaient les couvre-chefs les plus ornements de l'époque, et sont désignés dans leurs statuts comme «fesseres ses de chapeaux d'or.»<sup>88</sup>

Le nombre des chapeliers était à peu près aussi important que celui des tailleurs. D'après les registres de l'impôt en 1297, il y avait d'assez grandes différences entre les groupements. Les chapeliers, chaperonniers, chapeliers de coton et de bonnets, 42 en tout, payent en moyenne 10,5 sous. Les feutriers et chapelier de feutre (19 en tout) payaient des sommes beaucoup plus élevées, puisque à eux 16, ils payaient en moyenne 34,5 sous par personne. Les 25 coiffiers payaient en moyenne 6 sous. Cette profession était surtout exercée par des femmes: 19 femmes imposées pour 6 hommes cette année-là. On trouve parmi les crespiniens 8 hommes et 12 femmes. La somme moyenne de leurs impôts: 4 sous.

Les crespiniens ne fabriquaient pas seulement des coiffes et des voiles mais aussi des housses pour coussins et couvertures en soie et en velours orné de perles, des baldaquins et des nappes d'autel.<sup>89</sup> Les «chasubliers» taillaient dans des soies lourdes les vêtements sacerdotaux: chasubles, dalmatiques, étoles, etc. Ils ne constituaient pas une corporation à part, et s'unirent aux brodeurs au XIV<sup>e</sup> siècle. 5 de ces maîtres sont mentionnés en 1292, 7 en 1297, 4 en 1300, et 6 en 1313. Ils payaient des impôts beaucoup plus élevés que les crespiniens. C'est ainsi que les 7 imposés de 1297 payaient en moyenne 19 sous par personne. 4 d'entre eux figuraient sur la liste des «gros», et 3 sur celle des «menuz». Contrairement aux fabricants de coiffes, c'était surtout des hommes qui exerçaient ce métier. La seule femme — maître était «Marie la picarde». — Ils habitaient presque tous dans la Cité, à Sainte Croix, devant la cour royale ou le Parvis de Notre-Dame.<sup>90</sup>

Les brodeurs reçurent leurs statuts en 1295<sup>91</sup>. Ce métier était exercé aussi bien par des hommes que par des femmes. Lors de la publication

des statuts, on publia également les noms des brodeurs, qui sont au nombre de 90, mais on en retrouve beaucoup moins dans les listes d'impôts: 14 en 1292 et 13 en 1297. En 1297, on ne mentionne que deux brodeuses pour 11 brodeurs: 8 «gros» et 5 «menuz», payant en moyenne commune 15 sous d'impôts. Le plus lourdement imposé était Nicolas le brodeur, qui se vit réclamer 70 sous (suivi par Jehan le Chipre (36 sous) et Henri le brodeur (30 sous)<sup>92</sup>. Les autres payaient de 6 à 12 sous par personne, et les «menuz» de 2 à 5 sous. Les statuts comportent un passage intéressant, qui spécifie que les brodeurs n'avaient pas le droit d'aller travailler dans une maison où l'on ne connaissait pas leur métier. Les brodeurs ne disposant pas d'un atelier à eux ne pouvaient donc travailler que chez un maître ayant un atelier en propre. Ils utilisaient de la soie et des fils d'or, sur les tissus et sur le cuir et travaillaient probablement surtout pour les selliers, et les merciers, bien que leurs impôts montrent que leur situation n'était pas aussi dépendante que celle des fileuses de soie.

Les brodeurs, qui exécutèrent surtout, à partir du XIV<sup>e</sup> siècle, des blasons pour la noblesse ou des broderies ecclésiastiques, exerçaient de par la qualité de leur métier un travail artistique. Leur profession devait devenir très florissante, comme le montre la grande demande dont leur travail faisait l'objet.

L'un des sous-groupes de ceux qui s'occupaient de la couture des différents tissus était constitué par les fabriquant de linge de table et de maison. Les rôles de l'impôt et les textes d'époque les désignent sous des noms variés. C'est ainsi que les «coutiers» étaient fabricants de coussins, mais faisaient aussi des matelas. Mais on appelait également coutiers les fabricants de la toile serrée (le couil) qui servait à envelopper coussins et matelas. Les «coutepointiers» faisaient des couvre-pieds doublés d'ouate ou de poils d'animaux qu'ils «piquaient» ensuite. Leurs premiers statuts datent de 1290. Ils utilisaient généralement deux sortes d'étoffe: le «cendal», plus cher, qui était une sorte de tissu de soie rappelant le taffetas et qui était également utilisé pour la tapisserie, et le «bourgan», fait à partir d'une toile assez grossière et bon marché<sup>93</sup>. On appelait les fabricants de couvertures couverturiers. Ils n'avaient pas de corporation à eux. Dans les foyers modestes, on utilisait des couvertures de serge ou de «tiretaine», celles en feutre et en fourrure étant réservées aux plus riches.

En 1292, on imposa 9 coutiers, 8 coutepointiers et 7 «toiers», en 1297 un «tayer», 7 coutepointiers, 2 couverturiers et un «couverturier à cheval», en 1300, 6 coutiers, 18 coutepointiers, 4 couverturiers et 3 tayers, et en 1313, 17 coutiers, et coutepointiers, 2 couverturiers et 1 tayer.

Leur nombre remarquablement restreint peut s'expliquer par le fait que, d'une part, la couture devait rester longtemps encore un travail d'intérieur des femmes, même lorsque l'équivalent industriel citadin de ce travail se développa, et d'autre part, parce que l'on employait de nombreux couturiers de complément qui ne formaient pas une corporation à part, et dont le travail venait compléter celui de différents



autres métiers. Ces «couturiers» n'étaient pas des tailleurs. Les statuts des tailleurs les mentionne comme étant ceux qui faisaient les coutures. Les couturiers effectuaient donc toutes sortes d'assemblages, qu'il s'agisse de vêtements coupés par les tailleurs, de sous-vêtements, etc., et cela non seulement sur les tissus, mais aussi sur le cuir (les gants, par exemple). Les couturières spécialisées en linge de maison et de table et en sous-vêtements étaient appelées «lingières». Jean de Garlande précise qu'il s'agissait là d'un travail de femme sur lequel empiétaient de plus en plus les hommes à son époque<sup>94</sup>. Ce travail assez maigre ne pouvait assurer que des revenus très modestes. Ils exposaient leur marchandise le long du mur du cimetière de St. Innocent. En 1292, et en 1297, 3 lingiers furent imposés, 8 en 1300, et 4 en 1313. Par contre, le nombre des couturiers était beaucoup plus important: 103 en 1292, 74 en 1297, 154 en 1300, et 58 en 1313. S'il n'est pas intéressant de citer des moyennes lorsque les nombres des imposés sont trop réduits, ce n'est pas le cas ici. En effet, en 1297, les couturiers, au nombre de 74, payaient en moyenne 3 sous d'impôts; ils étaient 7 en tout sur la liste des «gros», le reste figurant sur celle des «menuz». Autrement dit, 91% d'entre eux payaient de 2 à 5 sous d'impôts. Un autre point important: la proportion des femmes était dans ce métier de 38%, contre 62% d'hommes.

Jean de Garlande n'était pas le seul à considérer la couture comme un travail de femme. La littérature de l'époque tenait cette activité comme la seule que puisse exercer une femme au cas où elle devait elle-même pourvoir à ses besoins. Il est donc naturel que l'utilisation du tissu ait été le secteur de l'industrie citadine qui employait le plus grand nombre de femmes, puisque aussi bien, il s'agissait là d'un travail considéré comme féminin dès le départ. Il est beaucoup plus intéressant de se pencher sur la façon dont la couture est devenu un métier d'homme, dans la mesure où ce secteur a pris de l'extension en fonction de la demande. Non seulement le tissage, le filage et la broderie étaient des travaux de femme, mais encore le fait d'y être habile avait valeur de qualité. Dans la littérature, ce sont les grandes dames, les plus nobles et les meilleures, qui sont l'auteur de travaux merveilleux et excellent à la broderie et au travail de la soie. Fresne, l'héroïne du roman courtois «Galeran», travaille comme brodeuse lorsqu'elle part à la recherche de son bien-aimé, et ce avec grand succès, car elle est fort habile à la broderie. Sa mère, lorsqu'elle envoie son enfant avec sa servante, pare le berceau de toutes sortes d'objets précieux, entre autres un tissu merveilleux «tissé en fils d'or et de soie», qu'elle a tissé elle-même et brodé d'images représentant l'histoire de Flore et Blanchefleur, l'enlèvement d'Hélène, les douze mois de l'année et les quatre éléments.<sup>95</sup> Aalis, l'héroïne d'un autre roman de l'«Escoufle» se livre elle aussi au cours de ses aventures à la broderie d'or et de soie, et conquiert honneur et renommée.<sup>96</sup> Dans le roman en vers de «Guillaume de Dôle», la mère et les soeurs du héros sont décrites comme de «merveilleuses ouvrières» qui brodent des vêtements ecclésiastiques et des surplis ornés.<sup>97</sup> De même, la jeune comtesse de la «Patience de la comtesse d'Anjou», qui s'enfuit de son foyer avec sa nourrice, et

va s'installer en sa compagnie à Orléans, dans un modeste logis, fait exécuter par un charpentier un établi et un cadre et achète au mercier de la soie, des passementeries et du fil de soie, et elles coulent paisiblement leurs jours comme «ouvrières»<sup>98</sup>. On pourrait continuer cette énumération: les dames de la noblesse se distinguaient par leurs broderie de soie et de fils d'or, tandis que les femmes simples de la «bourgeoisie» faisaient de même en cousant du dinge et en travaillant la toile. La première logeuse de l'héroïne de l'«Escoufle», est elle-même «faiseuse de guimpes», et sa fille Isabelle, qui deviendra la suivante et la compagne de la jeune fille, poursuivra ce métier.<sup>99</sup> Mais la broderie de la soie, si elle constitue un passe-temps charmant pour les jeunes demoiselles nobles, n'est qu'un pénible gagne-pain pour celles qui essaient d'en vivre. Les personnages cités vivent difficilement, tout en s'imposant bien des privations. Fresne, l'héroïne de «Galeran», loue une petite maison à un bourgeois de Rouen, et travaille du matin au soir, ne sortant que pour aller à l'église. La mère d'Isabelle, la «faiseuse de guimpes», est tellement pauvre qu'elle est contrainte de vivre dans une cabane attenante à la grange d'une ferme, où elle a pour tout mobilier une table, un lit et le métier à tisser qui lui permet de gagner son pain. Elle ne peut rien offrir à sa visiteuse, faute d'un liard. Lorsque Aelis veut aider sa logeuse à acheter à manger, elle découvre que la resserre ne contient en tout et pour tout qu'un bol de bois servant à boire. Elle n'a pour dormir ni coussin, ni couverture.<sup>100</sup>

Ces exemples littéraires concordent même avec les données fournies par les listes de l'impôt, qui ne touchait que celles dépassant le minimum. La majeure partie des couturières figurent sur les listes des «menuz», et le cas est le même pour les travailleurs de la soie, qui étaient presque tous des femmes. 65% des fileuses de soie font partie de la catégorie des «menuz», et si l'on sépare la moyenne de leurs impôts de celle des «gros», elle n'atteint plus que 3 sous; chez les «ouvrières de soie», la moyenne des redevances des 17 «menuz» que l'on trouve en regard de 7 «gros» est de 2,5 sous., et celle des crespinières «menuz» de 2 sous. Le récit le plus connu de leur pauvreté, de leur pénible travail et de leur exploitation est le chant des «Trois cents fileuses de soie» de Chrétien de Troyes.<sup>101</sup>

On trouve sur les listes de l'impôt, parmi les femmes travaillant dans l'industrie textile, plusieurs béguines, auxquelles nous aimerions nous arrêter. La littérature traitant du béguinisme souligne le rapport de ce mouvement religieux féminin avec l'industrie textile tout autant que ses aspects sociaux<sup>102</sup>. On considère que l'origine de l'extension prise par ce mouvement réside dans la nécessité où se sont trouvées un nombre grandissant de femmes appauvries et restées sans soutien du fait des départs des croisés de chercher un gagne-pain dans l'industrie textile des villes. La division du travail en vigueur dans ce secteur au XIII<sup>e</sup> siècle et l'apparition de couches ouvrières dépendant des commerçants et des maîtres devaient fournir un terrain favorable à l'éclosion d'une idéologie rendant un culte à la pauvreté et à la virginité. Ce mouvement, d'une coloration quelque peu hérétique à ses dé-



buts, trouva bientôt un appui dans la prise de position protectrice des communautés ascétiques du XII<sup>e</sup> siècle, principalement celles des Prémontrés et des Cisterciens. Mais un mouvement aussi lié à l'industrie citadine que le béguinisme devait fatalement s'éloigner des couvents provinciaux et «anticitadins», et c'est ainsi que les béguines subirent plutôt au XIII<sup>e</sup> siècle l'influence des ordres mendiants, dont l'idéologie se rapprochait de la leur, et surtout celle des franciscains. On voit à partir de cette époque deux types de béguinisme se répandre en Europe, dans les grandes villes industrielles: les membres des «béguinages», vivant en communautés monacales strictes, et des «femmes pieuses» faisant partie d'une sorte de tiers-ordre plus souple et vivant parmi les laïques. Ces deux types de béguines étaient aussi courants à Paris qu'à Cologne, à Strasbourg, à Vienne, à Prague ou à Buda. A Paris, elles durent leur première maison, rue «des Barrés», à la générosité de Saint-Louis, en 1258. Rutebeuf écrit dans son poème sur les ordres de Paris que «Li Barré sont près des Béguines».<sup>103</sup> Les registres de l'impôt que nous avons consultés mentionnent comme localisation: «la rue du Figuier: le renc devers les Béguines», et ailleurs: «de la porte des Béguines jusques as Barréz»<sup>104</sup>. Ces endroits étaient tout proches de la Mortellerie et de la rue aus Nonnains d'Ierre, le centre des tisserands et des foulons. Bien que les listes ne mentionnent pas de béguines payant des impôts dans ce quartier (apparemment, celles-là étaient exemptées d'impôts), on trouve mention de 33 béguines parmi les femmes habitant dans diverses rues de la ville en 1297, dont neuf «rue des Cordèles». Cette rue était voisine du cloître des Jacobins. La rue «Viez Plastriez», directement voisine du cloître des Moines Blancs, et qui faisait partie du territoire des Prémontrés, abritait également des béguines. Dans leur cas, le rattachement aux ordres mendiants ne fait aucun doute. Les autres sont réparties dans les différentes paroisses, seules ou à plusieurs; c'est ainsi qu'on trouve mention rue d'Averon d'«Ysabiau la beguine» et «Jehanne sa compaigne»<sup>105</sup>. Il arrive également que la béguine paye l'impôt conjointement à son employeur; nous avons relevé les mentions suivantes dans les impôts perçus rue de la Gloriete, dans la paroisse Saint-Germain: «Marguerite la chanevacière 70 sous; Jaqueline sa fille 36 sous; Jehannot son fuiz et II beguines 36 sous»<sup>106</sup>. A côté de la place de Grève: «Emeline la béguine, II nièces et son neveu»<sup>107</sup>. «Agnès à la tâche, béguine», de la rue Quincampoix, la rue des commerçants riches, paye un impôt remarquablement lourd: 78 sous.<sup>108</sup> D'après sa qualification, il s'agissait sans doute d'une tisseuse de soie ou d'une brodeuse travaillant le velours en chambre. En outre, on mentionne dans la même rue une «Dame Agnès de Senliz», tisseuse de soie, «et sa compaigne» et «Ysabel de Cambrai et Marguerite de Troies sa compaigne». Bien que leur métier ne soit pas précisé, il est certain qu'elles travaillaient dans la soie. Un an plus tôt, la liste de 1296 cite «Ysabiau de Cambrai et II béguines qui son aveques li»<sup>109</sup>.

Bien que la profession des béguines ne soit pas toujours mentionnée, on peut supposer que la plupart d'entre elles étaient fileuses de soie, brodeuses ou tisseuses. En examinant un à un leurs impôts, nous voyons

qu'elles comptaient 10 «menuz» et 23 «gros», et payaient en moyenne 15 sous. Si l'on ne prend pour exemple que le cas des 21 fileuses de soie, elles se partagent en 11 laïques (qui payent en moyenne 4,5 sous) et en 10 béguines qui, elles, sont redevables en moyenne de 12 sous. (En 1313 parmi 6 beguines mentionnées Isabeau d'Olovier payait 6 livre, et Dame Marie la beguine 22 livre 10 sou.)<sup>110</sup> On est en droit de supposer que, bien que leur situation de travailleuses à façon auprès de maîtres laïques soit claire et nette, ces «Marthes et ces Maries»<sup>111</sup> représentaient tout-de-même pour les commerçants une main-d'oeuvre plus sûre et plus recherchée que les fileuses de soie, à la réputation si contestée.

### *Commerce*

À la différence des artisans, les «chanevaciers», que l'on nommait également «cabanasseurs», ne s'occupaient que de commerce. Il apparaît de leurs statuts, publiés en 1268, qu'ils ne fabriquaient rien, et se livraient uniquement au commerce<sup>112</sup>. On vit également apparaître dans le commerce l'activité des courtiers. En 1293, une ordonnance du prévôt interdit aux courtiers et aux commerçants de ne faire qu'un. Les jurés procédèrent à la création de l'institution des «auneurs», qui soumettait aux règles communes l'activité des courtiers. En 1292, on mentionne dans les listes de l'impôt 5 marchands de toile de chanvre et 3 marchands de toile, et en 1297, 6 marchands de toile de chanvre, 2 «auneurs» et 2 marchands de toile. Seuls figurent parmi les «menuz» les deux auneurs, deux petits commerçants et un «vallet». Les autres payaient des impôts très élevés, dont le montant était supérieur à 40 sous. Deux familles payaient des redevances particulièrement lourdes: rue de la Chanvrerie, «Erembourc la chanevacière 70 sous et Jehan Tabouriau son gendre 48 s.»<sup>113</sup> De même, «Marguerite la chanevacière» payait 70 sous, et «Colin son aide» 3 sous<sup>114</sup>. Le «Dit du Lendit» distingue les marchands de toile des marchands de toile de lin<sup>115</sup>, mais ces deux métiers furent réunis au sein d'une corporation commune à partir du XIV<sup>e</sup> siècle. Les «teliers» n'avaient pas de statuts à eux, et ne sont mentionnés que par les traifs de tonlieu<sup>116</sup>. En 1297, sur dix teliers, 7 figurent sur la liste des «gros», et 3 sur celle des «menuz». Ils payaient en moyenne 38 sous d'impôts. La fréquence du nom de famille «Breton» parmi eux est frappante, et fait certainement allusion à leur origine et au lieu de provenance de la toile. L'un des deux teliers le plus lourdement imposés était Guillaume le Breton, qui payait 6 livres et 10 sous d'impôts.<sup>117</sup>

Les drapiers faisaient, comme leur nom l'indique, le commerce du drap, comme nous l'avons dit plus haut. On constate en parcourant les listes d'impôts des drapiers pour 1297, que 79 d'entre eux payaient le «gros», contre 4 seulement qui payaient le «menuz». La moyenne de leurs redevances était de 101 sous, c'est-à-dire plus de 5 livres. Et même si cette année-là, les drapiers ne payèrent pas des sommes aussi considérables qu'en 1313, par exemple, quand Vasselin de Gant se vit réclamer 150 livres, Jaques Marciau 135 et Pierre Marcel 127,<sup>118</sup> c'est dans leurs



rangs que l'on trouve les plus gros payeurs. En 1297, Pierre Marcel paya 48 livres, Pierre Marcel le jeune 24, Jehan de Tremblay 26, et Pierre Bequet et Lorens qui Donoi 16 livres chacun.<sup>119</sup> Ils habitaient en grande partie le même quartier: celui de la Draperie, dans la Cité, quartier d'origine de leur corporation; par la suite, les familles Marcel, Tremblay, Saint-Cloost et Courbeul s'étendirent jusqu'à la Pelleterie, et les Qui-donoi et les Chanz s'installèrent aussi dans la paroisse Saint-Jaques.<sup>120</sup> Nous avons mentionné plus haut que la corporation assurait le passage de père en fils du métier, rendant ainsi difficile l'installation de nouveaux maîtres. Comme dans le cas des bouchers, de véritables dynasties se créèrent au sein de la corporation des drapiers, qui formaient la couche supérieure de la société de la ville. Rien qu'en 1297, on trouve 6 Marcel sur les listes. Quatre membres de la famille de Saint-Cloost figurent dans les registres de l'impôt parmi les drapiers. On se rend bien compte de l'importance de la solidarité familiale qui existait dans ce domaine en retraçant dans les rôles de l'impôt les deux membres de la famille Dammartin<sup>121</sup>, la famille de Philippe de Vitry, qui habitait la Viez Draperie<sup>122</sup>, ou les Aalart de la Juyerie<sup>123</sup>. On retrouve ces familles en effet dans les listes des magistrats communaux<sup>124</sup>. C'est ainsi que Pierre Marcel le jeune et Jean de Tremblay figuraient en 1298 parmi les conseillers de la ville, tout comme Symon Paian en 1302 ou, en même temps qu'eux, en 1303, Jehan le Pevrier; en 1304, Jaques le Pevrier, et de 1293 à 1304, Thomas de Saint-Benoît comptait au nombre des échevins<sup>125</sup>. Nous retrouvons la trace de Simon Desprez et de Thomas Bernart en 1301 parmi les prud'hommes chargés de l'imposition et du prélèvement de la taille<sup>126</sup>, de Thomas de Saint-Benoît et Pierre Marcel le jeune en 1302, de Symon de Saint-Cloost en 1305, et de Symon de Saint-Benoist en 1313. En 1313, Pierre Marcel était déjà délégué des commerçants au partage de la taille<sup>127</sup>, et nous savons que plus tard, au milieu du siècle, Etienne Marcel, qui était à la tête de la magistrature communale, était prévôt des marchands de Paris<sup>128</sup>. Les membres de cette famille ne comptaient pas seulement des marchands de drap, mais aussi des changeurs et des merciers.

Quelles étaient les possibilités économiques des marchands de drap parisiens? Bien que Paris n'ait pas été l'une des plus grandes villes de l'industrie textile, le drap qu'on y fabriquait, était connu sur les marchés les plus lointains sous le nom de «biffe». Le «Dit du Lendit» parle du drap de Paris<sup>129</sup>, mais celui-ci est également mentionné dans les tarifs douaniers des marchés champenois. D'après un livre de comptes provenant d'une compagnie siennois du XIII<sup>e</sup> siècle, la proportion du drap de Paris vendu sur les foires de Champagne était de 2%<sup>130</sup>. Mais l'on ne peut négliger l'énorme concurrence que représentait sur les marchés parisiens et champenois le drap fin venu des Flandres. La Dit du Lendit énumère toutes les villes où était vendu le drap flamand.<sup>131</sup> A Paris, le plus gros acheteur de drap des Flandres était la Cour. On comprend donc que les drapiers flamands aient joui très tôt d'un certain nombre de privilèges. Plusieurs villes disposaient d'une place fixe sur le carreau des Halles. Les «haliers» étaient chargés de prélever les droits de douane (halage) sur les

marchandises qui y étaient exposées. On trouve mention dans les listes d'impôts de 1297 du hailer des marchands de Saint-Denis, de Cambrai, de Beauvais et de Douai<sup>132</sup>. Les drapiers de Paris s'efforçaient de soutenir la concurrence des marchands venus des villes drapières des Flandres. La lutte devenait particulièrement âpre lorsqu'une nouvelle ville tentait d'obtenir de nouveaux privilèges (par exemple, Bruxelles). A la fin du règne de Philippe le Bel, les Bruxellois ne disposaient encore à Paris que d'un «grenier» où ils entreposaient aussi des champignons, mais ils obtinrent bientôt un nouveau local, ce contre quoi s'élevèrent les drapiers de Paris. En 1316–1317, ils avaient déjà des halles à eux. En 1319, le Parlement repoussa la protestation élevée par le prévôt des marchands de Paris, protestation aux termes de laquelle les Bruxellois n'auraient été autorisés à vendre leur marchandise que 6 fois deux jours par an. En 1324, les Bruxellois reprirent les halles des marchands de Douai à Paris. Enfin, en 1315, les marchands venus du Brabant et de Louvain vendirent eux aussi leur marchandise aux Halles<sup>133</sup>. Cette pénétration se fit aux dépens, non seulement des marchands de drap parisiens, mais aussi à ceux des anciennes villes drapières des Flandres, qui durent céder du terrain aux nouveaux venus sur le marché. Nous savons que la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, mais surtout le XIV<sup>e</sup> siècle, virent l'âge d'or de la draperie bruxelloise, qui repoussa quelque peu dans l'ombre celle des anciennes villes flamandes. L'installation des marchands dans la ville permet de suivre les relations avec la France, et surtout avec Paris, du commerce flamand, et cela tout particulièrement à la suite du soulèvement des Flandres, lorsque les patriciens des villes partisans du roi (leeliards) durent partiellement quitter leur cité. Un nombre important de marchands de drap de Bruges, mais surtout de Gand, vinrent s'installer en France<sup>134</sup>. C'est à Paris que s'installa notamment Vasselin de Gant, qui était en 1313 le bourgeois de Paris qui payait le plus d'impôts. Bien qu'ils aient continué à s'efforcer de protéger leurs privilèges et de limiter les droits des commerçants flamands, les marchands de drap de Paris prirent eux-même part à la diffusion des marchandises flamandes. Dès 1315, l'autorisation donnée par le roi aux marchands de Louvain d'utiliser les Halles comportait une close aux termes de laquelle le montant de la location de leur emplacement sur le carreau des Halles, qui s'élevait à 50 livres parisiennes, devait aller à la veuve d'Etienne Marcel<sup>135</sup>. Le commerce entre marchands se généralisa. G. Espinas a publié la correspondance, datée de 1302 de deux marchands de drap, l'un de Douai et l'autre de Paris, dans laquelle il est question de l'acquittement du prix d'un drap acheté à crédit<sup>136</sup>. On retrouve un thème semblable dans la résolution de 1312 du Parlement de Paris sur le paiement des dettes de la foire de Champagne<sup>137</sup>. Le rôle d'intermédiaire des marchands de drap de Paris apparaît clairement dans le fait qu'à l'occasion du couronnement de Philippe V le Long, en 1317, une certaine Ysabiau Tremblay, drapière, fut chargé du transport du drap pour la Cour, et de se procurer différents tissus<sup>138</sup>. Mais cette activité ne concernait pas uniquement la demande locale. Nous avons également la preuve que l'on procédait à ces trans-



ports en vue d'alimenter des marchés lointains aussi. C'est ainsi qu'en 1312, un procès fut porté devant le Parlement, afin d'obtenir un dédommagement pour la perte de 64 coupons de drap entre Paris et une ville de la Saône<sup>139</sup>. L'intermédiaire était, il est vrai, d'origine italienne, mais il était considéré comme un «bourgeois de Paris». Cette activité de diffusion des marchands de Paris devint fort importante au XIV<sup>e</sup> siècle, lorsque l'on envoya le drap écriu des Flandres aux célèbres ateliers de teinture parisiens.

Les «merciers» constituaient une autre catégorie très aisée et importante de commerçants. Tout comme dans le cas des drapiers, on trouvait parmi eux de grandes familles de la bourgeoisie de la cité. Leurs boutiques étaient situées dans les quartiers les plus riches de la ville: rue Quincampoix, rue de Trousse Vache et rue de la Courroirie. C'est là qu'on trouve en effet les deux tiers des merciers imposés. L'essentiel de leur marchandise était constitué par des articles de luxe, qu'ils importaient eux-mêmes en grande partie de marchés lointains d'Italie ou d'Orient. Leur commerce même exigeait donc la possession d'un capital important et entraînait de nombreux risques. Nous avons mentionné à plusieurs reprises les travailleurs de la soie, dont les produits arrivaient sur le marché par l'intermédiaire des merciers. L'influence de ceux-ci était considérable, malgré les mesures prises par certaines autres corporations pour défendre leur autonomie, et cela précisément en raison de leurs activités dans le domaine du transport des matières brutes. Non seulement ils transportaient des matières brutes, mais aussi des produits finis des pays lointains: bijoux, armes, métaux, mais aussi riches étoffes, damas, brocart, samit damas de soie, mousseline, taffetas etc.<sup>140</sup> L'achat et la vente de ces marchandises précieuses demandait de la part des commerçants une grande adresse et des aptitudes spéciales, et c'est pourquoi certains membres de la corporation se chargeaient généralement des voyages, tandis que les autres restaient sur place pour procéder à la vente. Nous avons connaissance de leur première communauté par un texte de 1137, qui autorisait les «venditores mercium» à jouir pour 5 sous d'un emplacement aux Halles. Leurs statuts, publiés en 1268, nous permettent de connaître le règlement de leur corporation et de juger du choix de leurs articles<sup>141</sup>. Les merciers étaient à Paris en nombre assez grand. Les rôles de l'impôt en relèvent 70 en 1292, 124 en 1297, 153 en 1300 et 123 en 1313. Comme dans le cas des drapiers, il se créa parmi eux de grandes familles et des maisons de commerce. Les familles les plus célèbres étaient celles des Espernon, des Dammartin, des Toussac, des Lyons, des Viel, des le Noir et des Osanne. Jehan d'Espéron, qui paya 15 livres d'impôt en 1297, était en 1313 le quatrième par ordre d'importance de la redevance, et se voyait réclamer 90 livres<sup>142</sup>. Son nom revient souvent dans les livres de dépense du Trésor<sup>143</sup>. La famille participait également à l'administration de la ville. En 1305, Etienne d'Espéron était l'un des 24 prud'hommes qui fixaient les impôts<sup>144</sup>. Les mêmes fonctions furent remplies en 1301, toujours pour les merciers, par Gefroi Dammartin et Jehan de Rueil, de même qu'en 1308<sup>145</sup>. En 1305, Gautier Dammartin

était conseiller municipal<sup>146</sup>. Gefroi Dammartin paya en 1297 10 livres d'impôt, Gautier Dammartin 15 livres, et Jehan de Rueil 6 livres<sup>147</sup>. Ce dernier était le seul de sa corporation à être au nombre des 16 prud'hommes qui fixaient les impôts en 1313. La même année, Gefroi Dammartin figurait sur les listes, avec une redevance de 90 livres<sup>148</sup>. En 1297, Thomas de Chanevières payait 6 livre d'impôts. On le retrouve au nombre de ceux qui fixaient les impôts en 1302, et conseiller municipal en 1305<sup>149</sup>. Les impôts de la famille Lyons méritent qu'on s'y arrête. En 1294, 19 riches bourgeois firent un prêt à la ville sur leurs impôts. L'un d'entre eux était Jehan de Lyons, qui offrit 8 livres<sup>150</sup>. En 1297, les impôts de la famille Lyons étaient les suivants: Jehan de Lyons: 34 livres et 10 sous; Ymbert de Lyons: 15 livres; Garnot de Lyons: 15 livres; Guillaume de Lyons: 7 livres et 15 sous; «Les enfanz de sa fame»: 58 sous; Pierre de Lyons: 4 livres et 12 sous, et enfin Herbelot de Lyons: 70 sous<sup>151</sup>. En 1313, on relevait les sommes suivantes: «Les fames au II Jehans de Lyons»: 60 livres; Ymbert de Lyons: 90 livres; Garnier de Lyons: 60 livres. Tous payaient leurs impôts rue Trouse-Vache.<sup>152</sup>

Ces impôts sont remarquablement élevés, mais la dispersion est grande aussi. En 1297, sur 124 merciers, 16 seulement entraient dans la catégorie des «menuz». Ils payaient en moyenne 65 sous, c'est-à-dire moins que les marchands de drap. Par contre, les «gros», qui représentaient 87% de l'ensemble, payaient à eux seuls 99,5% de l'impôt total.

Le rang social de ces groupes de marchands apparaît également dans le fait que plusieurs de leurs membres faisaient partie de la Grande Confrérie Notre-Dame, qui n'admettait en son sein, outre les dignitaires ecclésiastiques et laïques, que les plus riches des bourgeois de Paris. On trouve au XIII<sup>e</sup> siècle dans l'obituaire de la confrérie le nom de plusieurs drapiers et merciers<sup>153</sup>.

De même, on relève dans les chroniques des jeux imités de ceux de la chevalerie, et qui étaient typiques du mode de vie de la couche supérieure de la bourgeoisie parisienne, les noms des fils de familles citées plus haut: Bourdon, Pizdoe, Dammartin, etc., qui sont mentionnés comme en étant des participants en vue. A l'issue des fêtes de 1300, le vainqueur reçut sa récompense des mains de la fille d'un drapier parisien, Jehan de Chevreuse<sup>154</sup>.

\* \* \*

Nous avons passé en revue jusqu'ici 40 métiers qui étaient liés à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, à Paris, à l'industrie textile, et figuraient dans les registres de l'impôt en tant que professions. Bien que dans certains cas, certains métiers ne soient mentionnés comme exercés que par deux ou trois personnes et que d'autres n'aient pas directement été rattachés à l'industrie textile proprement dite, on a pu se former une idée de l'état incontestablement avancé où se trouvait à l'époque la division du travail. On a également pu voir que ces métiers étaient différenciés en partie



en fonction des matières brutes, en partie selon les stades du travail, et en partie d'après les produits finis. Ces professions recouvrant des activités très diverses étaient regroupées en 30 corporations, dont certaines étaient anciennes, d'autres nouvelles, et d'autres encore furent constituées après l'époque dont datent les registres d'impôt que nous avons consultés. La plupart d'entre elles reçurent leurs statuts ou furent reconnues officiellement en 1268, mais elles avaient déjà toutes été mentionnées par le *Dictionnarius* de Jean de Garlande. La corporation des lingiers fut reconnue en 1278. En 1295, les brodeurs formèrent une corporation à eux, suivis en 1313 par les fabricants de coussins et en 1328 par les fileurs. Dans la plupart des cas, il s'agissait là de métiers «libres», et il suffit de prouver qu'on connaît le métier et qu'on dispose du capital nécessaire pour pouvoir l'exercer; les drapiers, les tisserands, les travailleurs de la soie et les brodeurs devaient acheter leur métier au roi. La plupart des corporations, à l'exception de celles des tailleurs et des teinturiers, qui firent plus tard l'objet d'une limitation, fixent dans leurs règlements le nombre d'apprentis qu'un maître est autorisé à avoir. Ceux-ci avaient généralement le droit d'avoir un apprenti, plus rarement deux, et les fileuses de soie qui travaillaient au «grand fuseau» pouvaient en avoir trois. Si nous ne tenons pas compte des années réduites, le temps d'apprentissage le plus long était celui des tisseurs de soie (10 ans), suivis des fabricants de tapis orientaux, des faiseurs de coiffes de soie, des fileuses de soie et des brodeurs (8 ans), des drapiers, des chapeliers de feutre, des passementiers, des voiliers (7 ans, bien que dans le cas des derniers, le temps d'apprentissage ait par la suite été réduit à trois ans), des tisserands, des teinturiers (5 ans), des tapissiers, des fileuses (4 ans), des foulons (3 ans), et enfin des tondeurs (2 ans). Les règlements des corporations des tisserands, des tisseurs de soie, des tailleurs, des foulons, des tondeurs et des teinturiers traitent à part des questions touchant les ouvriers que l'on pouvait employer. Ces règles portaient surtout sur le nombre des ouvriers, leurs heures de travail et les exigences professées à l'égard de leur travail. B. Geremek souligne, dans son ouvrage mentionné que la structure de travail de l'industrie textile était, avec celle de l'industrie du bâtiment, celle qui permettait l'emploi du plus grand nombre d'ouvriers à façon. Lorsque nous parlons d'ouvriers, nous comprenons bien entendu par là les «compagnons», qui avaient terminé leur apprentissage, mais n'avaient pas encore leur propre atelier. Ce «grade» n'était pas toujours clairement réglementé dans l'organisation des corporations parisiennes du XIII<sup>e</sup> siècle. Les ouvriers sont appelés «valets», et les statuts spécifient que les maîtres ne peuvent engager que des ouvriers connaissant la métier et se soumettant aux règlements de la corporation. Nos registres d'impôts ne sont pas assez précis en ce qui concerne ces ouvriers. Bien que 103 «valets» au total figurent dans les relevés de 1297, nous ne savons pas toujours quels métiers ils exerçaient. D'autre part, bien qu'ils soient nombreux à entrer dans la catégorie des «menuz» (57 en tout), il ne s'agit pas toujours d'ouvriers employés «menuz». Dans le même temps, nombreux sont les valets qui payent leurs impôts dans

la catégorie des «gros», par exemple, pour les drapiers, Robin de Sens vallet drapier: 40 sous, Jehan le Velu vallet drapier: 36 sous, Perrot Ba-teste vallet drapier: 16 sous, Perrot, vallet du drapier Gilebert l'Englois, 8 sous. Seuls deux «vallets drapiers», Guillaume le Bregi (2 sous) et Guiot le breton, «vallet d'Estienne le cordier, drapier» (5 sous), figurent sur la liste des «menuz»<sup>155</sup>. Il devait s'agir en l'occurrence d'ouvriers à façon devenus économiquement indépendants, mais n'étant pas parvenus à la maîtrise. De même, on trouve mention de deux vallets directement à la suite du nom du mercier Gautier Dammartin: Aliaume et Henriet, qui payaient respectivement 10 et 8 sous d'impôt.<sup>156</sup>

On sait que les merciers confiaient de nombreux ouvrages aux travailleurs de la soie, mais nous ignorons dans quelle mesure. Ce n'est pas par hasard que les corporations des travailleurs de la soie s'efforçaient de protéger ceux-ci, dans leurs statuts, de l'influence des marchands. Il est visiblement question dans certains cas, dans les relevés d'impôts que nous avons consultés, d'ouvriers ou d'ouvrières en chambre, «à la tâche», comme l'indique les dénominations qui suivent leur nom: «Agnès la tâchière», «Bietrix à la tâche» ou «Agnès à la tâche, béguine»<sup>157</sup>. La corporation des tisseurs de soie employait elle-même des ouvrières, comme Jehanneite, mentionnée comme «ouvrière» d'Ysabiau d'Orliens, et qui paya 2 sous d'impôts<sup>158</sup>, ou «Edelot, ouvrière», qui paya également 2 sous, mais dont l'employeur n'est pas cité<sup>159</sup>. Dans la plupart des cas, on ne sait s'il s'agit d'ouvriers en chambre ou de petits maîtres, mais il est plus vraisemblable qu'il s'agit des premiers pour la plus grande partie des «menuz».

L'industrie textile englobait donc les couches les plus diverses de la société de l'époque, hommes et femmes, des couturiers imposés de deux sous aux riches marchands de drap. Si nous classons en quatre groupes les redevances payées en nous appuyant sur nos tableaux précédents, nous obtenons les pourcentages suivants:



| Métier   | „menuz”<br>% | jusqu'à      |                | au dessus<br>de 10 livres<br>% | Femmes<br>% |
|--|--------------|--------------|----------------|--------------------------------|-------------|
|  |              | 40 sous<br>% | 10 livres<br>% |                                |             |
| peigneurs, arçonneurs de chanvre,<br>lin, et laine ..... | 36           | 14           | —              | —                              | 42          |
| fileurs (fileuses) .....                                 | 67           | 33           | —              | —                              | 55          |
| fileuses de soie .....                                   | 65           | 35           | —              | —                              | 100         |
| cordiers .....   | 53           | 40           | 7              | —                              | 20          |
| tisseurs et ouvrières de soie .....                      | 69           | 31           | —              | —                              | 93          |
| tisserands .....   | 44           | 51           | 5              | —                              | 8           |
| foulons, tondeurs .....                                  | 65           | 43           | 1              | —                              | 2           |
| teinturiers .....  | 39           | 61           | —              | —                              | 14          |
| tapissiers .....   | 32           | 52           | 16             | —                              | 12          |
| tailleurs .....  | 64           | 35           | 1              | —                              | 1           |
| chaussetiers .....                                       | 39           | 52           | 9              | —                              | 2           |
| bonnetiers, chapeliers .....                             | 67           | 23           | 10             | —                              | 15          |
| coiffiers .....  | 70           | 30           | —              | —                              | 70          |
| feutriers .....  | 50           | 28           | 22             | —                              | —           |
| couturiers .....   | 90           | 10           | —              | —                              | 38          |
| fabriquant de linge, lingerie .....                      | 50           | 50           | —              | —                              | 21          |
| passementiers, chasubliers .....                         | 41           | 52           | 7              | —                              | 17          |
| marchands de chanvre, lin, laine .....                   | 54           | 44           | 2              | —                              | 27          |
| marchands de toile .....                                 | 38           | 43           | 19             | —                              | 33          |
| drapiers .....   | 6            | 33           | 51             | 10                             | 2           |
| merciers .....   | 12           | 41           | 39             | 8                              | 13          |
| au total:  | 46           | 40           | 12             | 2                              | 17          |

La proportion des ouvrières est particulièrement élevée, puisqu'elle atteint près d'un cinquième du total des imposés. Nous devons tenir compte ici de toutes celles dont nous ignorons le métier. D'ailleurs, la proportion des femmes imposées en 1297 était, selon les registres, de 10%, parmi lesquelles un tiers environ de celles dont la profession est précisée travaillaient dans ou pour l'industrie textile.

Nous voyons donc que près de la moitié de ceux qui vivaient de l'industrie textile et du commerce entraient dans la catégorie des petites gens et des bourgeois moyens, d'après leurs impôts. La proportion de ceux qui appartenaient à la couche dirigeante de la bourgeoisie est relativement réduite — bien qu'il nous faille noter ici que les registres ne précisent pas la profession de nombreuses personnes payant des impôts très élevés.

NOTES<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Etant donné l'abondance de la littérature spécialisée sur ce sujet, nous ne mentionnerons que les ouvrages de synthèse: *Histoire générale du travail*, publiée sous la direction de L. H. Parias, T. II. P. Wolff — F. Mauro: *L'âge de l'artisanat (Ve — XIIIes.)* Paris, 1960.; — J. Heers: *Le travail au moyen âge*, Paris, 1965 pp. 57 — 66.; — En hongrois: P. Váczy: *A szövőipar technikai és szervezeti alakulása Flandriában a XI — XIII. században.* (L'évolution des techniques et de l'organisation de l'industrie textile en Flandres du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles) — *Annales Univ. Scien. Bud. de Rolando Eötvös.* T. I. 1957 pp. 64 — 83.

- <sup>2</sup> G. Fagniez Etudes sur l'industrie et la classe industrielle à Paris au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècles. Paris 1877; — Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France, (du même auteur), T. I—II. Paris, 1910.
- <sup>3</sup> B. Geremek: Najemna siła robocza w rzemiosle Paryża XIII—XV. w. Studium o średinowiecznym rynku siły roboczej. Varsovie, 1962, pp. 15—22.
- <sup>4</sup> Le premier rôle de l'impôt, de 1292, a été publié par H. Géraud, «Paris sous Philippe le Bel d'après des documents originaux», Paris, 1837; — ceux de 1296, 1297 et 1313 par K. Michaëlsson, «Le livre de la taille de Paris l'an 1296 (Acta Universitatis Gothoburgensis LXIV. Göteborg, 1958; — «Le livre de la taille de Paris l'an 1297» (Acta Univ. Goth. LXVII) Göteborg, 1962; — «Le livre de la taille de Paris l'an de grâce 1313» (Acta Univ. Goth. LVII) Göteborg, 1951.; G. Fagniez a publié les extraits des registres de 1300 (Etudes... pp. 7—19.)
- <sup>5</sup> «Le sac de laine d'Angleterre, III s. — Le cent de peaux d'Angleterre d'Escoce et d'Illande, III s.» (Douté d'Arg: Tarifs des marchandises qui se vendaient à Paris à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle. (Revue archéologique, 1852, p. 213—228); — Phelippot, *Dit des marchands*: «Les uns s'en vont en Angleterre, Laines et cuir et bacons querres, cité par R. Pernoud: Histoire de la bourgeoisie en France, T. I. Paris, 1960, p. 99; — «Lainne qui vient d'Angleterre...» «Tonlieu et halage de la laine de mouton, brebis agneau lavée et à laver que on vent à Paris» in: *Etablissement des métiers de Paris* II<sup>e</sup> partie. Edit.: Lespinasse-Bonnardot, Le Livre des Métiers, ch. XXV. pp. 276—277.
- <sup>6</sup> Ibid.
- <sup>7</sup> J. Tardif: Inventaires et documents. Cartons des rois, Paris 1866, p. 363; Cf. G. Dept: Les influences anglaise et française dans le comté de Flandre au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Gand, 1928 pp. 115—130.; — Bigwood: La politique de la laine en France sous Philippe le Bel et ses fils. (Revue belge de philologie et d'histoire) 1936.
- <sup>8</sup> «Heloys la pigneresse II s» Taille, 1297: p. 310.
- <sup>9</sup> *Livre des Métiers*, Titre XXVI, pp. 277—278; — Titre XXVIII, et XXIX, pp. 279—281.
- <sup>10</sup> Ibid Titre LVIII. pp. 120—121.
- <sup>11</sup> J. Martineau: Les Halles de Paris des origines à 1789. Paris, 1960, p. 26.
- <sup>12</sup> *Livre des Métiers*, Titre LVII. p. 117.
- <sup>13</sup> «Nus ne puet ne ne doit vendre lin serancié se il n'est serancié en la ville de Paris, car l'en ne set pas si bien serancier ne ouvrer hors de la ville comme l'en fet dedenz.» Ibid. pp. 117—118.
- <sup>14</sup> Le «hoqueton» (ou «aqueton») que l'on portait sous l'armure était double d'ouate, et les statuts de ceux qui le fabriquaient précisent en 1324 qu'ils devaient utiliser au moins 3 livre de coton par vêtement. — Cf. A. Franklin: Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le treizieme siecle. Paris—Leipzig 1906 p. 327.
- <sup>15</sup> *Livre des Métiers*: Titre LXXV. pp. 157—159.
- <sup>16</sup> Ibid. Titre XXXV. et XXXVI. pp. 68—72.
- <sup>17</sup> Jehan de Garlande: Dictionarius sive de dictionibus obscuris. (Édit.: Scheler: Lexicographie latine de douzième et treizième siècle. Leipzig, 1867).
- <sup>18</sup> «...devastant tota corpora sua frequenti coitu, dum devacuante et secant aliquando marsupia scolarium parisiensium.» Ibid. p. 34. — Les textes des predicateurs, p. ex. Eudes de Chateauroux, font également allusion aux moeurs des écoliers: «...Sicet juvenes nostri in principio vitae suae statim currunt ad aquas delectationum et luxuria...» M. M. Dary: Les sermons universitaires parisiens de 1230—1231. Paris, 1931, pp. 112 et 217.
- <sup>19</sup> Depping: Ordonnances relative aux métiers, p. 377.
- <sup>20</sup> Taille, 1297: pp. 181—183.; — Taille, 1313: p. 201.
- <sup>21</sup> G. Fagniez, Etudes... pp. 26, 113.; — Gallion: Der Ursprung der Zünfte in Paris. Berlin, 1910 p. 68.; — R. Eberstadt: Der Ursprung des Zunftwesens und die älteren Handwerkerverbände des Mittelalters. Munich—Leipzig, 1915 pp. 145—146.
- <sup>22</sup> *Livre des Métiers*, Titre L. pp. 93—101.
- <sup>23</sup> «Chascun toisserrans de lange de Paris puet avoir en son hostel II mestiers lés et I estroit...» «Chascun fils de mestre...puet avoir II mestiers larges et I estroit en la meson son pere...» «chascun toisserans puet avoir en sa sa meson I de ses freres, I de



- ses neveux; et pour chacun de ceus puet il avoir II mestier larges et I estroit.» Ibid. p. 93.
- <sup>24</sup> «Nus Toisserans ne doit souffrir entour lui, ne entour autre du mestier larron, ne meurtier, ne houlrier, qui tiegna sa meschine au chans ne á l'ostel. Et se il li a aucun tel sergent en la vile, li mestre et li valles, qui tel sergent i saura, le droit fere savoir au prevost de Paris, et li prevoz leur doit fere vuidier la vile, se il li plaist.» Ibid. p. 99.
- <sup>25</sup> E. Martin Saint-Léon: Histoire des corporations de métiers Paris, 1941. pp. 167 – 168.
- <sup>26</sup> «Wasselin de Gant, drapier en gros 150 L.» Taille, 1313: p. 18.
- <sup>27</sup> «Guillaume d'Auchi courratier de dras 6 s», Taille, 1297, p. 19. «Jehan le Normant, courretier de dras 3 s.» Taille, 1313: p. 50.
- <sup>28</sup> Malgré cela, la corporation ne figure pas dans la grande collection de 1268, et c'est seulement en 1281 que ses statuts seront renforcés.
- <sup>29</sup> «... il se fut fait créable par bons témoins ou creabileté de sainte yglise que il ait espousé la fame.» Ibid.
- <sup>30</sup> Scheler: p. 34.
- <sup>31</sup> Livre des Métiers, Titre XXXVIII «Du mestier des tissuz de soie» pp. 74 – 75, Titre XL. «C'est l'ordenance du mestier des ouvriers de draps de soye... et de veluyaus...» pp. 76 – 78.
- <sup>32</sup> «qui fait velviau» Taille, 1297: pp. 33, et 336.
- <sup>33</sup> Livre des Métiers, Titre LI. pp. 102 – 106.
- <sup>34</sup> Ibid. Titre LII. pp. 106 – 107.
- <sup>35</sup> Taille, 1297 p. 6.
- <sup>36</sup> Taille, 1313, p. 7.
- <sup>37</sup> Livre des Métiers p. 106.
- <sup>38</sup> Taille, 1297: p. 6 et 70.
- <sup>39</sup> Taille, 1313: p. 7.
- <sup>40</sup> Le Livre des Métiers pp. 103.
- <sup>41</sup> Compte de l'argenterie des rois de France au XIV<sup>e</sup> siècle. par Douët d'Arcq, Paris, 1851 T. I. p. 50.
- <sup>42</sup> J. Viard, Les Journaux de Philippe le Bel, N° 6074.
- <sup>43</sup> Taille, 1313: p. 58.
- <sup>44</sup> Livre des Métiers, Titre XIII. pp. 35 – 37.
- <sup>45</sup> Taille, 1297: p. 65.
- <sup>46</sup> Ibid. pp. 164, 168 et 173.
- <sup>47</sup> Ibid. pp. 151, 171.
- <sup>48</sup> Ibid. p. 151. Les listes mentionnent dans la même rue Jehan de Champiaus. Il s'agit sans doute du descendant de Jehan de Champiaus qui avait provoqué les protestations des tapissiers.
- <sup>49</sup> Taille: 1297: pp. 153.
- <sup>50</sup> Ibid. p. 175.
- <sup>51</sup> Livre des Métiers, p. 101. (Pour les années: 1284, 1295, 1305, 1313, 1218, 1291 et 1323).
- <sup>52</sup> Taille, 1297: p. 174.
- <sup>53</sup> Ibid. p. 163 – 164.
- <sup>54</sup> Taille, 1313: p. 174.
- <sup>55</sup> Taille, 1297: pp. 152 – 153.
- <sup>56</sup> Taille, 1313: p. 163.
- <sup>57</sup> Cf. Livre des Métiers, pp. 95 – 96 et 112 – 113.; – E. Martin Saint-Léon, Op. cit, p. 116; – G. Fagniez, Études... p. 221;
- <sup>58</sup> Scheler, Op. cit. p. 30.
- <sup>59</sup> Les relevés de l'impôt mentionnent cette rue comme étant située entre la rue d'Averon et le fossé Saint-Germain. Taille, 1297 pp. 8, 9.
- <sup>60</sup> A Franklin, cite les statuts de 1384. Op. cit. p. 699.
- <sup>61</sup> «Nus foulons ne puet ne ne doit metre en oeuvre nul vallet ne nul apprentis houlrier, ne larron, ne bani de vile pour vilain cas, ne nul vallet s'il n'a XII denrées de robe au mains. Livre des Métiers, Titre LIII. pp. 107 – 108.
- <sup>62</sup> Taille p. 170.

- <sup>63</sup> Guillaume le Normant 48 sous en 1297, 24 s. en 1313. Guillaume du Loré 20 s. en 1297, et 7 livre lo sous en 1313. Guillaume Buloe et son fillastre 12 sous en 1297-et Jehan Buloe foulon 3 sous en 1313. — Taille, 1297: 144, 170. Taille, 1313; 155. p.
- <sup>64</sup> Livre des Métiers, p. 110.
- <sup>65</sup> B. Geremek, Op. cit. pp. 132 — 155.
- <sup>66</sup> Livre des Métiers, pp. 108 — 109.
- <sup>67</sup> Taille, 1297: pp. 138, Taille, 1313: p. 202.
- <sup>68</sup> Livre des Métiers, Titre LIV. pp. 111 — 113.
- <sup>69</sup> «la quele chose est contre Dieu et contre droit et contre reison, et especiaument et expressément contre le Roy et contre sa droiture...» Ibid. p. 112. Cf. Note 56.
- <sup>70</sup> G. Fourquin: Les campagnes de la region parisienne à la fin du moyen age. Paris 1964 p. 115.
- <sup>71</sup> Taille, 1313. p. 142.
- <sup>72</sup> En 1317 Philippe V, fit acheter à Bruxelles 12 «dras de camelin blanc», qu'il fit parvenir aux tainturiers du quartier Saint-Marcel à Paris, afin qu'ils le teignent en «écarlate vermeilles. La teinture revint en fin de compte à 18 livres, soit le double du pri qu'avait coûté le tissu. H. Bautier: La place de la draperie brabançonne et plus particulièrement bruxelloise dans l'industrie textile du moyen âge. (Annales de la Soc. Roy. d'Arch. de Bruxelles.) 1966. p. 39.
- <sup>73</sup> Taille, 1297: p. 145; — Taille, 1313: p. 155.
- <sup>74</sup> Taille, 1297: p. 171. — Taille, 1313: pp. 183, 182, 158.
- <sup>75</sup> Taille, 1297: p. 171. — Taille, 1313: p. 182.
- <sup>76</sup> Ibid.
- <sup>77</sup> Livre des Métiers, Titre LVI. p. 117.
- <sup>78</sup> Taille, 1297: pp. 41, 46.
- <sup>79</sup> Vidal: Histoire de la corporation des tailleurs d'habits, pourpointiers, chaussetiers de la ville de Paris. Paris, 1923, p. 116.; — A. Franklin dans son Dictionnaire mentionne les noms des tailleurs de la maison royale qui furent notes en tant que meilleurs maitres de la corporation lors du renouvellement des statuts en 1293: Jehan Victor, tailleur le Roy, — Lambert, tailleur madame la Royne, — Robert de Sancheures, tailleur aux enfans le Roy, — Guillaume le Roi tailleur monseigneur Challes, — Guillaume de Rouam, tailleur la comtesse de Valois, etc. On trouve a plusieurs reprises dans les Journaux de Philippe le Bel «Lambertus, taillator Regine» Nos 290, 291, 893, 1049, 4493, 2781, 5213, «Victor taillator Regis» Nos 2893, 3842, 4499. Années 1298, 1299, 1300. — Cf. Taille, 1297: p. 38.
- <sup>80</sup> Livre des Métiers, Titre. LV. pp. 113 — 115.
- <sup>81</sup> Ibid, Titre XCII. pp. 203 — 205.
- <sup>82</sup> Ibid, Titre XCI. pp. 199 — 203.
- <sup>83</sup> Ce poeme «publicitaire» du XIV<sup>e</sup> siecle, énumèrent toutes les marchandises que les merciers offrent à leurs clients. A Franklin: Oq. cit. Appendice, pp. 753 — 755.
- <sup>84</sup> Ed. F. Lecoy, Paris, 1967 — 1968. Leurs statuts: Livre des Métiers Titre XC. pp. 198 — 199.
- <sup>85</sup> Ibid. Titre XCIII. p. 205.
- <sup>86</sup> Ibid. Titre XLIV. «C'est l'ordenance du mestier des tesserandes de querrechiers de soie a Paris» pp. 83 — 84.
- <sup>87</sup> Ibid. Titre XXXVII. pp. 72 — 73.
- <sup>88</sup> Ibid. Titre XCV. pp. 207 — 208.
- <sup>89</sup> Elles étaient «ouvrières de coiffes à dames et toies à orilliers et de paveillons, que on met par deses les auteus» Ibid. p. 72.
- <sup>90</sup> «Marie la Picarde, chasublière 36 s, Phelippe de Montereau chasublier 20 s, Huitace l'Escot, chasublier 40 s, Jehan l'Escot son fuiz, 30 s. Taille, 1297: pp. 181 et 184.
- <sup>91</sup> Le texte des statuts est publié par A. Franklin dans son Dictionnaire. Appendice pp. 747 — 748.
- <sup>92</sup> Taille, 1297: pp. 87, 119 et 33.
- <sup>93</sup> A. Franklin, Dictionnaire p. 226.
- <sup>94</sup> «Quidam homines usurpant sibi officium mulierum»
- <sup>95</sup> Langlois, La vie en France au moyen age T. I. Paris 1926. p. 9.



- <sup>96</sup> Ibid. pp. 37–71.
- <sup>97</sup> «Fanons garnemenz de moustier, Chasubles et aubet parées, Ont amdeus maintes foiz ouvrées» Jean Renart Le, *Roman de la Rose ou de Guillaume de Dôle*. Paris, 1970.
- <sup>98</sup> Jehan Maillart, *Le roman du Comte d'Anjou* Éd. M. Roques Paris, 1931 41–430.
- <sup>99</sup> Langlois, Op. cit. 56.
- <sup>100</sup> Ibid. p. 54.
- <sup>101</sup> Chrétien de Troyes, de Chevalier au lion (Yvain). Paris, 1971.
- <sup>102</sup> H. Grundmann: Zur Geschichte der Beginen in XIII Jh. (Archiv für Kulturgeschichte XVI) 1931, 983–1006.; — J. Greven: Der Ursprung des Beginnenwesens (Historische Jahrbuch, 1940); — D. Phillips: Beguines in medieval Strassbourg. Stanford Univ. 1941; — E. McDonnell: Beguines and Beghards in medieval culture. New-Brunswick, 1954; — A. Mens: Oorsprong en betekenis van de Nederlandse Begijnen-Begarden beweging. Louvain-Bruxelles, 1947; — L. Mezey: Irodalmi anyanyelviségünk kezdetei az Árpád-kor végén. Budapest, 1952 pp. 5–17. o. (Les débuts du hongrois littéraire a la fin de l'époque arpadienne.)
- <sup>103</sup> Rutebeuf: Les ordres de Paris, ed. Jubinal: Oeuvres complètes de Rutebeuf T. I. Paris, 1877 pp. 190–191. — L. Le Grand, Les Béguines de Paris. Paris 1899. 303.
- <sup>104</sup> Taille 1297: pp. 169, 371, 373, 179, 380.
- <sup>105</sup> Ibid. p. 243.
- <sup>106</sup> Ibid. p. 17.
- <sup>107</sup> Ibid. p. 158.
- <sup>108</sup> Ibid. p. 74.
- <sup>109</sup> Ibid. p. 112. — Taille 1296: p. 125.
- <sup>110</sup> Taille, 1313: pp. 114, 115.
- <sup>111</sup> «Or est Marthe, or est Marie» Rutebeuf: Li Diz des Beguines. p. 223.
- <sup>112</sup> Livre des Métiers, Titre LIX pp. 121–123.
- <sup>113</sup> Taille, 1297: p. 62.
- <sup>114</sup> Ibid. pp. 17, 249.
- <sup>115</sup> A. Franklin, Op. cit. Appendice. p. 752.
- <sup>116</sup> Livre des Métiers, Titre XXVII pp. 278–279.
- <sup>117</sup> Taille, 1297: p. 12.
- <sup>118</sup> Taille, 1313: pp. 18, 203, 201.
- <sup>119</sup> Taille, 1297: pp. 181, 183, 184.
- <sup>120</sup> Ibid. pp. 133, 134, 140, 183.
- <sup>121</sup> Ibid. p. 13 et 139.
- <sup>122</sup> Ibid. p. 182.
- <sup>123</sup> Ibid. p. 189.
- <sup>124</sup> Le Roux de Lincy: Histoire de l'hôtel de ville de Paris. Paris, 1884, pp. 44–45.
- <sup>125</sup> Ibid. p. 57.
- <sup>126</sup> Ibid. p. 38.
- <sup>127</sup> Ibid. pp. 39, 42, 45. Taille, 1313: p. 1.
- <sup>128</sup> H. Frémaux: La famille d'Etienne Marcel. 1250–1397 Paris, 1903. (Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île de France. t. XXX) pp. 175–213.
- <sup>129</sup> «Premier est Paris amenteue  
Qui est du monde le maillour;  
Si li doit on porter hounour  
Tous biens en viennent, dras et vins» Franklin, op. cit. p. 752.
- <sup>130</sup> H. Bautier: Marchands siennois et «draps d'outremont» aux foires de Champagne, Bruxelles, 1924 pp. 40, 101–104.
- <sup>131</sup> Franklin, Op. cit.; — H. Laurent: Nouvelles recherches sur la Hanse des XVII villes (Moyen Age 1935) p. 84.
- <sup>132</sup> 8 s. Gile le chandelier, halier de Douay, Jehan Faussart, halier de Biauvez, 8 s.; — Gautier de Laon, halier de Cambrai 3 s.; — Jehan de Tyus, halier de Saint-Denis 2 s.; — Taille, 1297 pp. 47., 48, 272, 273.

- <sup>133</sup> *H. Bautier*, La place de la draperie brabançonne. . . pp 31 – 63.; – *H. Laurent*, Choix des documents inédits pour servir à l'histoire de l'expansion commerciale des Pays-Bas en France au moyen âge. (XII – XV. s.) Paris, 1934 pp. 372 – Un grand commerce d'exportation au moyen âge: la draperie des Pays Bas en France, Paris, 1938 pp. 153 – 164. – Cf. *R. Doehaerd*: L'expansion économique belge au moyen âge. Bruxelles, 1946.
- <sup>134</sup> *Blockmans*: Peilingen napers de bezittende klasse te Gent omstreeks 1300. (revue Belge de Phil. et d'Hist. t. XV. 1936) Bruxelles, 1936 pp. 496 – 516. – du même auteur: Het Gentsche Stadspatriciat tet omstreeks 1300. Anvers, 1938, pp. 231 – 232. et 380.
- <sup>135</sup> *H. Laurent*: Choix des documents. . . p. 372.
- <sup>136</sup> *G. Espinas*: Une petite correspondance de marchands drapiers de Paris et de Douai en 1313 (Mélanges d'histoire offerts à Henri Pirenne) pp. 139 – 150.
- <sup>137</sup> *H. Laurent*: Choix des documents. . . pp. 369 – 370.
- <sup>138</sup> *Comptes de l'argenterie*. . . pp. 45, 52 – 53, 54 – 55, et 67.
- <sup>139</sup> *G. Fagniez*: Documents. . . T. II. p. 22.
- <sup>140</sup> Cf. *Douët d'Arcq*: Tarifs des marchandises. . . pp. 224 – 225 et *Le Dit d'un mercier* in Franklin, op. cit. pp. 753 – 755.
- <sup>141</sup> *Livre des Métiers*, Titre LXXV, pp. 157 – 159.
- <sup>142</sup> *Taille*, 1297: p. 85; – *Taille*, 1313: p. 101.
- <sup>143</sup> *Compte de l'argenterie*. . . pp. 336 – 337.
- <sup>144</sup> *Le Roux-de-Lincy*: Op. cit, p. 42.
- <sup>145</sup> *Ibid* pp. 38 et 43.
- <sup>146</sup> *Ibid*. p. 57.
- <sup>147</sup> *Taille*, 1297: pp. 118 et 127.
- <sup>148</sup> *Taille*, 1313: pp. 1, et 130.
- <sup>149</sup> *Taille*, 1297: p. 118; – *Le Roux-de-Lincy*, Op. cit. pp. 39 et 57.
- <sup>150</sup> *Ibid*. p. 32.
- <sup>151</sup> *Taille*, 1297: pp. 120 et 121.
- <sup>152</sup> *Taille*, 1313: pp. 132, 133.
- <sup>153</sup> *Obituaire* de la Grande Confrérie de Notre Dame. in: *H. Omon*: Documents nouveaux sur la Grande Confrérie de Notre Dame aux prêtres et bourgeois de Paris. (Mémoire de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France. t. XXXII, (1905 pp. 19 – 48.)
- <sup>154</sup> *Chronique Parisienne Anonyme* (Mém. de la Soc. de l'hist. de Paris et de l'Ile de France, t. XI. 1885). pp. 138 – 140; – Cf. *Cazelles*: Nouvelle histoire de Paris de la fin du règne de Philippe August à la mort de Charles V. 1223 – 1380. Paris, 1972 pp. 90 – 103. – La société politique et la crise de la royauté sous Philippe de Valois. Paris, 1958, pp. 225, 295.
- <sup>155</sup> *Taille*, 1297: pp. 45, 114, 139, 20, 257, et 384.
- <sup>156</sup> *Ibid*. p. 129.
- <sup>157</sup> *Ibid*. pp. 265, 439 et 74.
- <sup>158</sup> *Ibid*. p. 256.
- <sup>159</sup> *Ibid*. p. 306.